



Sous la direction de Daniel Stoecklin

Participation des enfants à Cuba: un droit ou une obligation?

MÉMOIRE – Orientation Recherche

Présenté à
l'Unité d'enseignement et de recherche en Droits de l'enfant
de l'Institut Universitaire Kurt Bösch
pour obtenir le grade de Master of Arts interdisciplinaire en droits de l'enfant

par

Diana Rosa ROBAINA FAZ

de

La Havane, Cuba

Mémoire No

SION

Mai, 2011

A Mima, la mejor abuela que hubiera podido tener.

RÉSUMÉ

L'enfant, en tant que citoyen, a le droit de participer à la vie de la société, et à influencer les décisions publiques qui le concernent. Suivant ce précepte, on peut affirmer que la participation de l'enfant dans un régime totalitaire, comme celui en place à Cuba, est presque inexistante, ou au contraire, l'enfant est forcé de participer aux activités qui lui sont présentées par le gouvernement à travers son école ou les organisations de masse. Derrière ce comportement de l'Etat cubain, on trouve un mélange de paternalisme et de manipulation qui empêchent les enfants de faire valoir leurs droits. Ce paternalisme a pénétré les couches de la société cubaine, à tel point que les Cubains, et même les parties dissidentes, ne considèrent pas l'enfant comme un acteur social. Dans une société qui se trouve au début d'une période de transition de régime, promouvoir la participation des enfants est un pas qu'il faut faire de façon urgente pour le bénéfice non seulement des enfants, mais de toute la société.

Mots clefs:

participation

totalitarisme

citoyenneté

éducation

participation forcée

manipulation

TABLE DES MATIÈRES

I. Introduction.....	9
II. Cadre théorique sur la participation.....	12
1. Les enfants et la participation.....	12
2. L'enfant et la citoyenneté.....	16
III. Contexte socio-politique actuel de Cuba et son influence sur les droits humains en général et le droit à la participation en particulier.....	17
1. La Révolution cubaine et la figure emblématique de Fidel Castro: influence sur la vie des Cubains.....	17
2. Fondement légal de la participation à Cuba.....	25
3. L'image des enfants à Cuba.....	30
4. Manipulation et participation dans le système éducatif cubain.....	31
5. Participer depuis la différence.....	47
6. Situation des droits humains à Cuba vue par des institutions internationales et des organisations non-gouvernementales.....	53
IV. Enquête sur le terrain.....	59
1. Rencontre avec les enfants cubains.....	59
2. Résultats et analyse des entretiens.....	63
V. Discussion prospective sur la participation des enfants à Cuba.....	72
1. Crise du système de valeurs.....	72
2. Impact de la participation des enfants sur la société cubaine.....	75
3. Promouvoir le droit à la participation des enfants cubains.....	76
VI. Conclusion.....	80
VII. Bibliographie.....	82
VIII. Annexes.....	87

I. INTRODUCTION

La participation des enfants devient un sujet de plus en plus présent dans les agendas politiques. Néanmoins, il existe encore des sociétés où ceci n'est toujours pas le cas. Dans une société totalitaire, comme c'est le cas de Cuba, un pays communiste qui vit une dictature depuis 1959, non seulement la participation, mais également les droits humains en général, sont affaiblis. Malgré ce fait, cet Etat a ratifié la Convention Relative aux Droits de l'Enfants (ci-après CDE) en 1991. Bien que Cuba ait fait de grands progrès en matière de santé et d'éducation, l'application des articles de la Convention selon les trois «P»: *Participation*, *Prestations* et *Protection*, est discutable. Le gouvernement cubain se contente d'annoncer au monde le haut taux d'alphabétisation des enfants cubains, mais semble oublier qu'*instruction* n'est pas synonyme d'*éducation*, ni *obligation* de *participation*.

Dans ces circonstances, la participation des enfants à Cuba a été réduite à leur participation forcée aux activités organisées par l'Etat, à quoi s'ajoute l'insuffisance des moyens et des structures adaptées pour exercer une vraie participation citoyenne, qui se trouve donc, être quasi-inexistante. Ces altérations du droit à la participation ne peuvent pas être analysées seulement à travers l'article 12 de la CDE. Comme remarqué dans l'introduction du livre *Beyond article 12*:

Indeed one of the most disconcerting aspects of the way the United Nations Convention on the Rights of the Child (...) has been used by some devotees of child participation has been a total resistance to think beyond article 12. Not only are other participation rights infrequently visited by writers and activists but also there is no critique of these oversights. Yet, when the work of pioneers is examined, a broader vision becomes apparent (van Beers, Invernizzi, & Milne, 2006).

En prenant ce principe comme point de départ, les violations du droit à la participation concernent, dans ce travail, l'article 12 de la CDE, mais aussi les articles 13, 14, 28 et 29.

Les enfants sont influencés par les caractéristiques du monde où ils vivent. Ainsi l'affirme Theis dans son article sur la participation:

Children do not exist in isolation from the political, social and cultural context of their societies. (...) We have learned from experiences with children's participations how important the broader context of democracy and the strength of civil society are for enabling children to have their say in public matters that concern them. What realistic chance do children (especially younger children) have to have their views taken into consideration in military dictatorships, theocracies or one-party states that restrict civil society? (Theis, 2010, p. 353)

Cette dernière question est la même que celle dont je me pose: Comment les enfants et les jeunes cubains font-ils pour participer? Quels sont les outils employés par l'Etat pour obliger les enfants à participer? Les enfants sont-ils conscients de cette manipulation? Quelle est la réaction des adultes? Qu'en pensent les enfants?

Pour répondre à ces questions, je définirai, dans un premier temps, ce que j'entends par participation, en parcourant brièvement les différentes formes de participations. En outre, des concepts comme *citoyen* seront expliqués.

En prenant en considération le fait que les enfants ne sont pas isolés des contextes dans lesquels ils vivent, je continuerai mon travail en décrivant les caractéristiques à une meilleure compréhension de l'état actuel des droits humains, et spécifiquement du droit à la participation à Cuba. Premièrement, j'essaierai d'exposer la vision des Cubains sur le système politique régnant et sur ses dirigeants. De même, j'expliquerai le lien entre ces premiers et la représentation paternaliste qu'ont les adultes des enfants. Suivra une description du système éducatif cubain et des mécanismes employés par les organisations de masse pour contraindre les élèves à participer aux activités qu'elles organisent. Le travail se poursuit avec un chapitre traitant de l'avis et de la position des organisations et des institutions internationales sur les droits humains et sur la participation à Cuba. Cette première partie du travail sera achevée par l'analyse et l'illustration de manifestations des opinions discordantes qui se font entendre à Cuba, et nous nous interrogerons sur le rôle joué par les enfants dans ce contexte. Cette partie contribuera à la meilleure compréhension des enjeux politiques, sociaux et culturels inhérents à la participation des enfants cubains.

La suite du travail abordera le besoin d'écouter l'avis des enfants sur le sujet, étant donné qu'il s'agit d'un sujet qui les concerne. Suite à l'analyse des réponses qui m'ont été fournies

par les enfants lors de mes entretiens avec eux, j'analyserai la relation directe qui existe entre la participation forcée ou inexistante et l'apparition ou l'accentuation des certains *fléaux* dans la société cubaine actuelle. Suivant cette ligne d'argumentation, je montrerai l'impact positif que peut avoir la participation dans la société cubaine. En guise de conclusion, je tenterai de formuler quelques propositions destinées à encourager la participation des enfants et des jeunes dans l'île.

II. CADRE THÉORIQUE DE LA PARTICIPATION

1. LES ENFANTS ET LA PARTICIPATION

Le droit à la participation a été officiellement attribué aux enfants avec la promulgation de la CDE en 1989. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, aucun article n'exprime littéralement le droit des enfants à *participer*. Néanmoins, plusieurs articles de la Convention explicitent le droit des enfants à «exprimer librement leur opinion sur toute question l'intéressant» (art. 12), à «la liberté d'expression [...], de rechercher, de recevoir et de répandre des informations et des idées de toute espèce» (art. 13), et à «la liberté de pensée, de conscience et de religion» (art. 15). Ces droits forment les bases pour garantir la participation des enfants. Aujourd'hui, après vingt ans de recherche et de mise en œuvre, de faillites et de réussites, il faut regarder la participation sous plusieurs angles.

Définition de participation

On ne peut plus se contenter d'affirmer que la participation se limite au droit des enfants à donner leur opinion. Certes, avoir le droit de s'exprimer est un pré-requis pour pouvoir exercer pleinement le droit à la participation. Pourtant, cela reste incomplet. Il est nécessaire que la voix des enfants soit non seulement prise en considération, mais qu'on lui accorde aussi le poids qu'elle mérite, en tenant dûment compte des capacités évolutives de l'enfant. On doit donc partir du principe que tous les enfants sont plus ou moins *capables* suivant ses compétences. Les capacités de l'enfant vont évoluer avec le temps, certes, mais elles ne sont pas forcément liées à des âges déterminés. Je crois que cela ferait l'unanimité d'affirmer qu'un enfant de la petite enfance possède moins de compétences pour participer dans des élections politiques qu'un adolescent. Cependant, cela ne veut pas dire que tous les jeunes adultes de 21 ans n'ont pas la même capacité pour voter. Donc, les capacités des enfants évoluent de la même manière que leur citoyenneté.

L'idée qu'écouter l'enfant est le seul moyen de participation, est aujourd'hui dépassée. D'après quelques spécialistes, une vraie participation implique l'agencement des enfants avec les adultes. Il s'agit de former une équipe entre adultes et enfants où chacun a son mot à dire, et où des critères propres sont respectés :

If participation could be conceived of as not only consisting of speaking and being heard, but also of active and routine inclusion in vital social processes, new prospects could be opened up for the situation of children in society. (Liebel & Saadi as cited in Percy-Smith & Thomas, 2010, p. 359)

Degrés de participation

On ne peut pas parler de participation sans se référer à échelle de Harts. Dans cette échelle, Harts, inspiré de l'échelle de la participation citoyenne de Sherry Arnstein, a créé un modèle de participation qui a servi de grille pour classer la participation (*c.f.* Figure 1).

Parmi ces sept degrés de participation, il y en a trois qui correspondent à des formes de non participation. Je voudrais ajouter quelques précisions concernant les actions qui peuvent être connotées *comme manque de participation*.

Que ce soit la manipulation, la décoration ou la politique de pure forme, dans aucun des cas on laisse la place à l'enfant pour donner son avis, ou encore moins, travailler conjointement avec les adultes. Comme je viens de l'affirmer, la vision protectionniste ou paternaliste des enfants est utilisée comme une excuse pour empêcher les enfants de participer. Je pense, par exemple, aux parents qui font d'énormes efforts pour éviter à leur enfant des activités jugées trop dangereuses pour lui tout en devenant sourds aux arguments de ce dernier qui souhaiterait les réaliser. Il me semblerait qu'il serait plus respectueux dans ce type de cas d'entamer un dialogue où les deux parties arrivent ensemble à un accord, suite à l'exposition de leurs arguments et à un compromis. Bien évidemment, pour que ce type de dialogue fonctionne, il doit, impérativement, être fondé sur des valeurs comme la confiance, l'honnêteté et le respect.

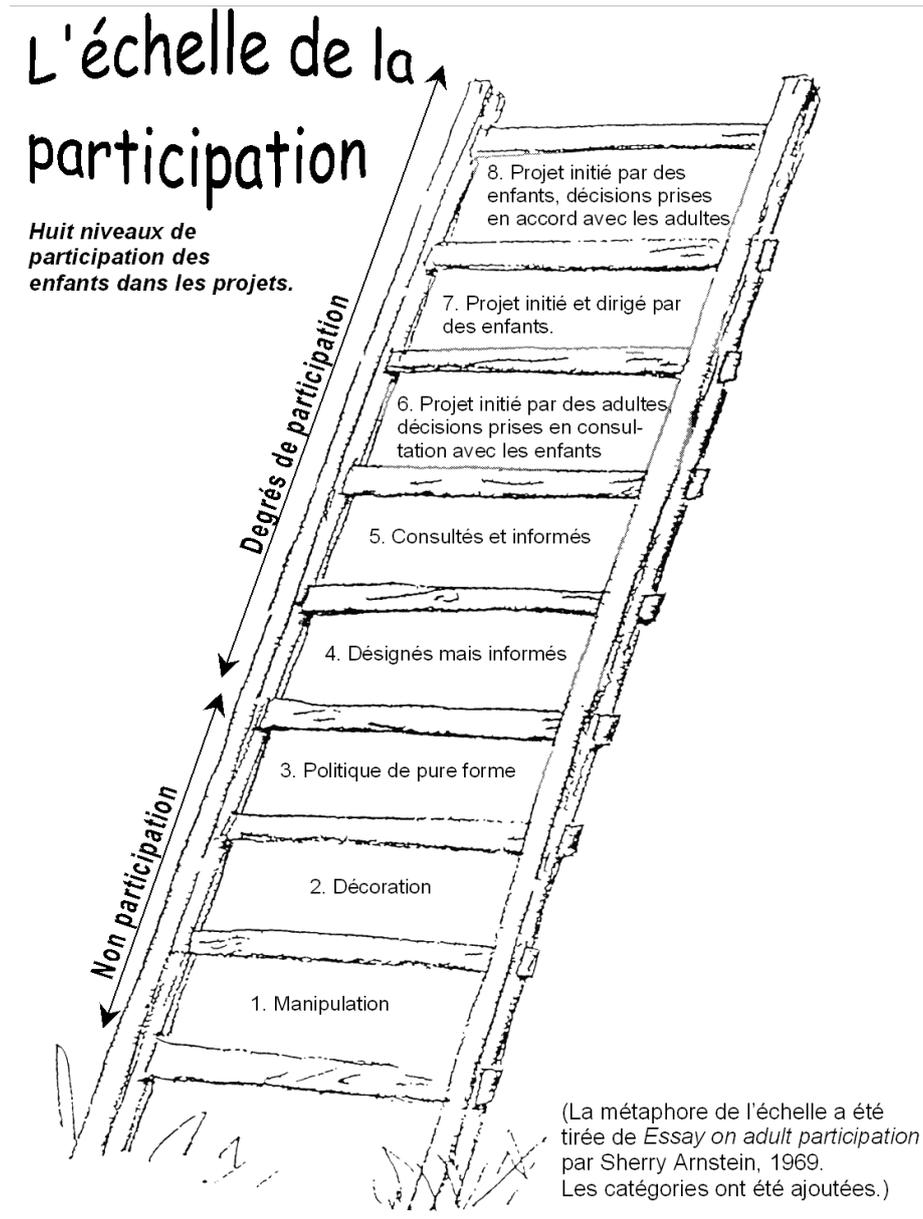


Figure 1. Echelle de la Participation de Hart¹

En revanche, derrière l'utilisation de la présence de l'enfant pour promouvoir ses propres fins, se cache souvent, soit une naïveté extrême, soit une volonté acharnée d'atteindre ses buts sans aucun scrupule. Dans les deux cas, des solutions pour remédier au problème passeraient par des campagnes d'information et de promotion des valeurs. Et pour que cela perdure dans le temps, il faudrait aussi instaurer des systèmes de surveillance pour contrôler le respect du droit des enfants à la participation.

¹ Retrieved 20 mai, 2011 from http://lesfrancasenidf.asso.fr/sites/lesfrancasenidf.asso.fr/files/chelle_de_roger_hart_pdf_18498.pdf

Comme l'ont déjà noté quelques auteurs, même si le mot *participation* n'apparaît pas dans les articles 12, 13 ou 14 de la CDE, elle devient, grâce à sa contribution à un meilleur équilibre social, un droit, et pas n'importe lequel : un droit humain. Freeman constate que :

As agents, rights-bearers can participate. They can make their own lives, rather than having their lives made for them. And participation is a fundamental human right. It enables us to demand rights. We are, of course, better able to do so where there is freedom of speech, so that orthodoxies [...] can be challenged; freedom of association, so that understandings can be nourished; and freedom of information. It is common to deny children all three of these freedoms. (2007, p.8)

Pour mieux appréhender la participation comme un droit humain vital, on devrait commencer par comprendre que la participation n'est pas seulement un droit en soi, mais qu'elle est aussi un outil pour faire valoir d'autres droits. Comme Thomas et Percy-Smith font remarquer:

Whereas for some children and young people participation may open up new opportunities and choices, for others, living in circumstances of conflict or poverty, it may be essential for survival. For the latter, participation can be a means by which to access other rights in the daily struggle to meet individual needs. In this way children's participation is inextricably linked to equality and social justice.

[...]

It may be that fuller participation for children cannot be achieved without structural changes in society as a whole; but the participation of children has to be part of such a process of social and structural transformation. [...] the participation of children in the most difficult situation is not only a right, but a key in transforming relationships with adults. (2010, p. 357)

En conséquence, le fait de participer à la vie de la société est aussi une façon de participer. L'exercice de ses droits en tant que citoyen est fortement lié à la participation, et n'est pas seulement réservé aux adultes. La CDE a reconnu l'enfant comme un sujet de droits, un sujet qui doit pouvoir jouir aussi des droits citoyens. Être un citoyen ne se traduit pas par : *travailler pour aspirer à participer*. On pourrait comprendre la citoyenneté comme un processus de participation. En résumé, on apprend à participer en participant, et on apprend à devenir de meilleurs citoyens en participant à la vie de la société.

2. L'ENFANT ET LA CITOYENNETÉ

L'idée qu'un enfant n'est pas (encore) un citoyen, et que par conséquent, il ne pourrait pas jouir des droits d'un citoyen est erronée. L'article 7 de la CDE stipule le droit de l'enfant à être enregistré dès sa naissance. Ce droit constitue le premier acte qui reconnaît l'enfant en tant que citoyen. Etre un citoyen signifie avoir le droit d'influencer les décisions publiques en participant aux élections, par exemple. Les plus jeunes ne disposent pas encore de ce droit, mais s'impliquer dans des projets communautaires, où il n'y a pas de restriction d'âge, est aussi une façon d'exercer sa citoyenneté.

Une autre manière d'exercer ses droits citoyens est de faire valoir d'autres droits tels que le droit à la liberté d'expression et de pensée, à l'information, à la non-discrimination, le droit d'association, etc. C'est ce que des auteurs (Theis, 2010) ont appelé *citizenship practice*. La pratique de ces droits permet à l'enfant d'exercer son droit en tant que citoyen. Tous les enfants ont le droit de revendiquer ces droits. En fait, accomplir ses droits citoyens, va développer les compétences de l'enfant (*evolving capacities*). Au fur et à mesure du développement de l'enfant, il acquerra plus de compétences afin de mieux exercer ce droit. Comme nous l'ont fait remarquer certains auteurs, ignorer le droit de l'enfant en tant que citoyen le rend plus vulnérable aux abus, à l'exploitation et à la marginalisation dans la société (Theis, 2010).

III. CONTEXTE SOCIO-POLITIQUE ACTUEL À CUBA ET SON INFLUENCE SUR LES DROITS HUMAINS EN GÉNÉRAL ET LE DROIT À LA PARTICIPATION EN PARTICULIER

1. LA RÉVOLUTION CUBAINE ET LA FIGURE EMBLÉMATIQUE DE FIDEL CASTRO: INFLUENCE SUR LA VIE DES CUBAINS

Le modèle politique instauré à Cuba est très particulier. Liebeskind a très bien résumé ses caractéristiques essentielles:

- *One party has the monopoly on political activity.*
- *The ideology does not admit competing interpretations; it represents the "absolute official truth of the state," which gives the government total authority.*
- *The state has a monopoly on the means of coercion and mass persuasion, including formal education.*
- *The economy is subservient to the state, so that most economic activities and institutions become part of the state and are thus influenced by its reigning ideology.*
- *Social life tends to be politicised, so that all social behaviour becomes subject to political interpretation and state regulation. (as cited in Aguirre, 1996, p. 68)*

Sans le moindre doute, le système cubain est une forme de totalitarisme: c'est un gouvernement qui ne permet pas la liberté des individus, où tous les aspects de la vie d'un individu, ou presque, sont subordonnés au gouvernement (Enciclopædia Britannica). Je tiens à insister sur ces détails dans ce travail de mémoire parce que le contexte politique est déterminant pour avoir une compréhension de la participation des enfants à Cuba.

Définition de Révolution

Le système socio-politique-économique cubain actuel est en vigueur depuis 1959, avec la victoire des troupes de Fidel Castro sur le gouvernement et son président de l'époque Fulgencio Batista. Pendant plus de cinquante ans, cette victoire, suivie de toutes les réformes qui l'ont accompagnée est connue sous le nom de La Revolución Cubana. En réalité, la Révolution cubaine représente beaucoup plus.



Figure 2. Panneaux et affiches indiquant la définition de *Révolution*²

Selon Fidel Castro, figure emblématique du système régnant, la Révolution est:

[...] sentido del momento histórico; es cambiar todo lo que debe ser cambiado; es igualdad y libertad plenas; es ser tratado y tratar a los demás como seres humanos; es emanciparnos por nosotros mismos y con nuestros propios esfuerzos; es desafiar poderosas fuerzas dominantes dentro y fuera del

² Retrieved 20 mai, 2011 from <http://www.panoramio.com/photo/539905>
<http://photos.linternaute.com/photo/1208294/1163446790/1688/revolucion-es-unidad/>
<http://www.flickr.com/photos/mpecero/page26/>
<http://www.flickr.com/photos/46667217@N02/favorites/page10/?view=lg>
<http://fotode.eu/image/70e7bafd/>

*ámbito social y nacional; es defender valores en los que se cree al precio de cualquier sacrificio; es modestia, desinterés, altruismo, solidaridad y heroísmo; es luchar con audacia, inteligencia y realismo; es no mentir jamás ni violar principios éticos; es convicción profunda de que no existe fuerza en es mundo capaz de aplastar la fuerza de la verdad y las ideas.*³ (Cubadebate)



Figure 3. Panneau qui résume la définition de Révolution⁴

Vu comme ça, la Révolution serait ce qui est arrivé de mieux au peuple cubain. Néanmoins, cette définition donnée par Fidel Castro le 1er Mai 2010 ne sert que de camouflage à ce qu'est vraiment la Révolution. Certes, la réalité sociale n'est pas une chose objective et régulière pour tous, car elle dépend du regard et des interactions entre les acteurs (Zermatten & Stoecklin, 2009). Afin de bien établir le contexte social cubain, je vais tenter de décrire ce qu'est la Révolution cubaine pour Fidel Castro et ses sympathisants, mais aussi comment elle est perçue par une partie importante de la population cubaine.

Avec le temps, la Révolution est devenue quelque chose de plus que le simple événement historique qui a permis le renversement du pouvoir en 1959. La Révolution est à la fois la raison et la fin: c'est la Révolution qui permet aux Cubains de jouir des *bénéfices* et des *droits*, et c'est pour elle qu'il faut donner sa vie si nécessaire pour la préserver ou l'améliorer. D'après le discours officiel, la Révolution est même considérée comme une personne: «*Hay que hacerlo por la Revolución*»⁴ ou «*Es lo que la Revolución nos pide hoy*»⁵.

³ (La Révolution, c'est capter le) sens du moment historique; c'est changer tout ce qui doit être changé, c'est l'égalité et la liberté totales; c'est être traité et traiter les autres comme des êtres humains; c'est s'émanciper par ses propres efforts, c'est interpeller des forces puissantes à l'intérieur et à l'extérieur du cadre social et national; c'est défendre les valeurs auxquelles on croit au prix de n'importe quel sacrifice; c'est la modestie, le désintéret, l'altruisme, la solidarité et l'héroïsme; c'est se battre avec courage, intelligence et réalisme; c'est de ne jamais mentir ni violer des principes éthiques; c'est la conviction profonde qu'il n'existe aucune force dans ce monde capable d'écraser la puissance de la vérité et des idées. (trad.)

⁴ Il faut le faire pour la Révolution (trad.) Thème des activités programmées par l'Union de Jeunes Communistes à l'occasion du 50^{ème} anniversaire du triomphe de la Révolution.

⁵ C'est ce que la Révolution nous demande aujourd'hui (trad.)



Figure 4. Panneaux indiquant l'engagement de l'Union de Jeunes Communistes avec la Révolution⁶

Mythes: la Patrie, la Révolution et Fidel Castro

Au nom de cette notion de Révolution, le gouvernement a réussi à exercer une sorte de contrôle social très ferme sur la population cubaine. Ce contrôle social est réussi grâce *inter alia*:

- à la confusion créée entre patrie et révolution, et
- au charisme de Fidel Castro.

Il n'y a guère de doutes concernant la confusion entre les concepts de patrie et de révolution. L'astuce, mise en pratique non seulement par Fidel Castro, mais aussi par d'autres régimes totalitaires ou communistes comme la Chine, est de confondre de symboles de l'un et de l'autre indistinctement. Par exemple, beaucoup des symboles associés aux guerres d'indépendance contre le colonialisme espagnol -soit des personnalités, soit des faits historiques marquants- sont mélangés avec des symboles du régime actuel, tels que des consignes de la Révolution, du Parti Communiste ou d'une quelconque autre organisation étatique.

⁶ Retrieved 20 mai, 2011 from <http://www.panoramio.com/photo/45563998>

L'exemple le plus flagrant est le cas de figure de José Martí, l'Héros National. Martí est considéré par Fidel Castro comme *l'auteur intellectuel* de la Révolution, puisque ce dernier affirme s'en être inspiré pour déclencher la Révolution. Cependant, Martí n'était pas du tout communiste à son époque, mais avocat de l'indépendance de Cuba et de l'Amérique latine. Certes, José Martí était un anti-impérialiste convaincu, mais cela ne fait pas de lui le *Fidélisme* que Castro s'acharne à montrer au peuple cubain. Martí est aussi tenu responsable du monopartisme à Cuba. Selon le Préambule de la Constitution cubaine:

*NOSOTROS, CIUDADANOS CUBANOS, herederos y continuadores del trabajo creador y de las tradiciones de combatividad, firmeza, heroísmo y sacrificio forjadas por nuestros antecesores; [...] por los integrantes de la generación del centenario del natalicio de Martí, que nutridos por su magisterio nos condujeron a la victoria revolucionaria popular de Enero; por los que, con el sacrificio de sus vidas, defendieron la Revolución contribuyendo a su definitiva consolidación; [...] GUIADOS por el ideario de José Martí y las ideas político-sociales de Marx, Engels y Lenin; [...] DECIDIDOS a llevar adelante la Revolución triunfadora del Moncada y del Granma, de la Sierra Maestra y de Girón encabezada por Fidel Castro [...] DECLARAMOS nuestra voluntad de que la ley de leyes de la República esté presidida por este profundo anhelo, al fin logrado, de José Martí: «Yo quiero que la ley primera de nuestra República sea el culto de los cubanos a la dignidad plena del hombre».*⁷

Dans ce Préambule, la tactique consistant à mélanger les idées communistes de la Révolution avec les symboles de la lutte pour l'indépendance de Cuba, est mise en évidence à travers la figure de José Martí. Ses idées sont placées à côté de celles de Marx, Engels y Lénine, et *les citoyens* signant la Constitution déclarent que ce n'est que leur devoir et leur obligation de Cubains et de disciples de José Martí de rédiger ces lois. Cette stratégie de *désinformation* fonctionne, et nombreux sont ceux qui, en voulant rejeter le système politique, rejettent également les traditions historiques du peuple. Malheureusement, une large minorité des Cubains a effectivement lu la Constitution; S'il n'en était pas ainsi, les Cubains seraient en

⁷ Nous, citoyens cubains, héritiers et poursuivants du travail créateur des traditions de combativité, fermeté, héroïsme et sacrifice forgé par nos ancêtres, [...] par les membres de la génération du centenaire du jour de la naissance de Martí, qui, nourris par son enseignement, nous ont conduits à la révolution populaire de janvier, par ceux qui, au prix de leur vie, ont défendu la révolution en contribuant à sa définitive consolidation; [...] Guidés par l'idéologie de José Martí et les idées politico-sociales de Marx, Engels et Lénine; [...] Décidés à soutenir la révolution triomphante du Moncada et du Granma, de la Sierra Maestra et de Girón à la tête de laquelle se trouve Fidel Castro [...] Nous déclarons notre volonté que la loi des lois de la République soit présidée par ce profond désir, finalement réalisé, de José Martí: «J'aimerais que la première loi de notre République soit le culte des Cubains à la dignité complète de l'Homme». (trad.)

meilleure position d'exercer leurs droits citoyens (les peu qu'ils ont). Le fait de ne pas connaître la constitution de son propre pays témoigne aussi d'un réel désintérêt ou de peu d'encouragement à participer à la vie politique et social du pays. Malheureusement aussi, ne pas avoir lu la Constitution n'exonère pas les citoyens de bombardements de ce type de tergiversation qui se trouvent dans des ouvrages idéologiques, ou dans une autre forme de propagande communiste. Les enfants, eux aussi, sont victimes de cette manipulation car la propagande ne se restreint pas seulement aux adultes. Des poèmes qui font référence au lien Martí - Fidel sont récités dans les écoles primaires et secondaires jusqu'à l'épuisement. Des vers du poème *Se Acabó*, du poète national Nicolas Guillén s'ancrent spécialement dans la mémoire des gens:



Figure 5. Statue de José Martí au Parque Central à La Havane

*Te lo prometió Martí, / y Fidel te lo cumplió. / Ay, Cuba, ya se acabó, / se acabó por siempre aquí, / se acabó, / ay, Cuba, que sí, que sí, se acabó, / el cuero de manatí / con que el yanqui te pegó. / Se acabó. / Te lo prometió Martí, / y Fidel te lo cumplió. / Se acabó [...] El pueblo canta, cantó, / cantando está el pueblo así: / Vino Fidel y cumplió / lo que prometió Martí. / Se acabó.*⁸

Les centres scolaires sont un des principaux foyers de transmission du virus de la tergiversation. Ce thème sera traité dans la section 4 de ce chapitre.

La figure de Fidel Castro

Fidel Castro a été un des principaux leaders de la révolution cubaine, et a été successivement Premier ministre de l'île de février 1959 à décembre 1976, puis président du conseil d'État de

⁸ Martí te l'a promis/ et Fidel l'a accompli./ Ah, Cuba, s'est fini./ s'est fini pour toujours./ s'est fini./ Cuba, ô oui, ô oui, s'est fini, le cuir de manatí avec lequel le yankee t'a frappé./ S'est fini./ Martí te l'a promis./ et Fidel l'a accompli./ S'est fini [...] Le peuple chante, a chanté, le peuple est en train de chanter que:/ Fidel est venu accomplir ce que Martí avait promis./ S'est fini. (trad.)

Cuba - soit chef de l'État - depuis la création de cette fonction, jusqu'à sa démission pour raisons de santé en février 2008. Le 24 février 2008, l'assemblée nationale a élu son frère Raúl Castro pour lui succéder comme président de Cuba. Fidel Castro a occupé la fonction de premier secrétaire du parti communiste de Cuba, de la création de celle-ci en 1965 jusqu'au 19 avril 2011, date à laquelle Raúl Castro lui a également succédé à ce poste (Wikipedia).

Déjà avant 1959, Fidel Castro était une figure populaire parmi les Cubains. Il a su présenter les mesures prises par son gouvernement comme étant justes et indispensables pour éviter un retour en arrière. Doté d'une grande loquacité, l'oratoire de Fidel Castro, ainsi que l'aura qui l'entoure, ont permis d'accroître sa popularité envers des Cubains qui, pour certains, le vénèrent comme un dieu. Il y en a même certains qui affirment que quand quelque chose ne va pas bien dans le pays, c'est parce que Fidel Castro n'est pas au courant; sinon il rétablirait l'ordre et punirait les responsables des illégalités. En outre, il s'est avéré que l'ex-Président cubain a été la cible de plusieurs attentats, desquels il est toujours sorti indemne. Ceci a servi à créer, au compte de Fidel Castro, une image d'un héros invincible. Plusieurs auteurs ont représenté Fidel Castro comme figure mythique. L'affaire de l'enfant Elián González⁹ dans laquelle Fidel Castro est perçu comme le héros de la situation est souvent utilisée à cette fin:

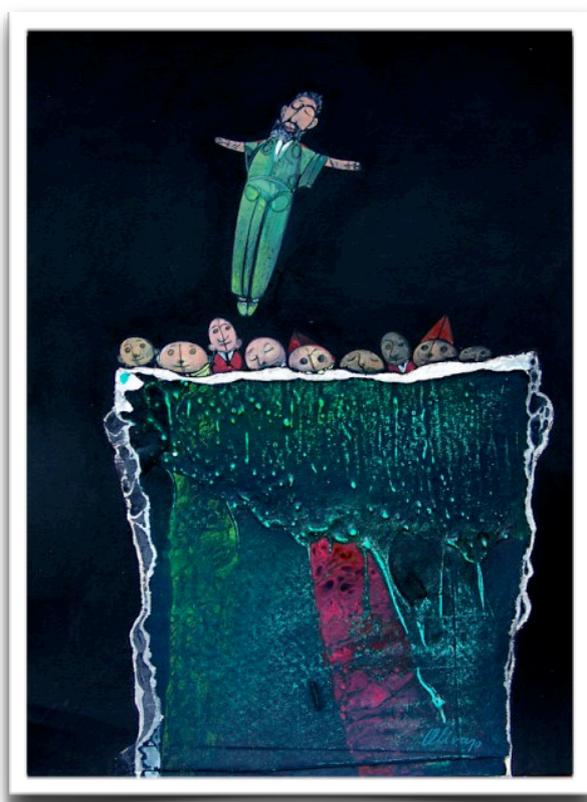


Figure 6. *Estudio para un profeta* de Pedro Pablo Oliva from www.pedropabooliva.com

⁹ Elián Gonzalez avait quitté le pays illégalement avec sa mère à bord d'un radeau. Parmi les 14 passagers, seuls Elián et deux autres adultes ont survécu. L'affaire est devenue internationale suite à la demande des parents éloignés de la mère, habitant aux Etats Unis, de garder l'enfant et qui voulaient que l'enfant reste avec eux. Il faut savoir que le père d'Elián habitait Cuba et voulait que son fils vive auprès de lui.

Castro's implicit portrayal of the situation fit the melodramatic framework, with himself as the hero, responding to the Cuban people's clamor for justice; the justice in this case was the return of the young child to his father in Cuba. This is the interpretation of events that the propaganda system made to prevail in Cuba and that gained credence in the United States. More abstractly, Fidel as living myth is the signifier, the Cuban people are the signified, the central symbol and value in the relationship between the two is the fatherland, and the relationship is dominated by the theme of eternal struggle and inevitable victory. (Aguirre, 2002, p. 75)

La propagande, qui répond aux intérêts de Fidel Castro, a toujours été de son côté, mais il n'y a pas de doute: il a bien su exploiter ses habiletés. De plus, il lui arrive de faire croire aux autres qu'il est infaillible. Dans un discours prononcé le 17 Novembre 2010, à l'occasion de la Journée de l'Étudiant, Fidel Castro s'est vanté en clamant:



Figure 7. *El gran flautista* de Pedro Pablo Oliva
from www.pedropablooliva.com

Es tremendo el poder que tiene un dirigente cuando goza de la confianza de las masas, cuando confían en su capacidad. Son terribles las consecuencias de un error de los que más autoridad tienen, y eso ha pasado más de una vez en los procesos revolucionarios.¹⁰

A en juger ses propres dires, Fidel Castro est convaincu, ou au moins il le semble, qu'il est incapable de commettre une faute ou de prendre une mauvaise décision. Ainsi, il se considère aussi lui-même être un dieu. Par contre, il a bien réussi à marquer la différence entre *un mensonge* et *un reflet conditionné*:

No es lo mismo una mentira que un reflejo condicionado: la mentira afecta el conocimiento; el reflejo condicionado afecta la capacidad de pensar. Y no es lo mismo estar desinformado que

haber perdido la capacidad de pensar, porque ya te crearon reflejos: «Esto es malo, esto es malo; el

¹⁰ C'est immense le pouvoir que possède un dirigeant quand il jouit de la confiance des masses, quand on fait confiance à sa capacité. Les conséquences d'une erreur commise par ceux qui ont le plus d'autorité, sont terribles; et ceci est déjà arrivé plus d'une fois dans les processus révolutionnaires. (trad.)

*socialismo es malo», y todos los ignorantes y todos los pobres y todos los explotados diciendo: «El socialismo es malo. El comunismo es malo», y todos los pobres, todos los explotados, todos los analfabetos repitiendo: «El comunismo es malo».*¹¹

Si on remplace le terme *malo* par *bueno*, on serait en présence du discours officiel quotidien de l'état cubain. J'ose prétendre que Fidel Castro est en train de dévoiler une de ses stratégies pour manipuler l'opinion publique: offusquer l'objectivité des individus par la répétition des mensonges qui finissent par être crus. Et si la manipulation commence au niveau politique le plus élevé d'un Etat, justifiée par l'idée erronée que seule une personne (dans ce cas Fidel Castro) a la capacité de prendre les bonnes décisions, il n'est pas étonnant du tout, que le même mécanisme s'applique aussi au plus bas de l'échelle du pouvoir et que, de ce fait, les enseignants ou les parents prennent des décisions au nom des enfants.

2. FONDEMENT LÉGAL DE LA PARTICIPATION À CUBA

«The most fundamental of right is the right to possess rights» (Freeman, 2007, p. 8). Ce constat renvoie à l'essence même de ce que sont les droits. On pourrait aller plus loin et agréer qu'une des facettes de la participation est de permettre de participer à la discussion publique ou aux décisions politiques pour faire respecter, par exemple, ses droits citoyens. Un des moyens de légitimer les droits des enfants, consiste à les inclure au niveau des législations nationales. La *Constitución de la República de Cuba*, avec avec le *Código de la Niñez y la Juventud*, le *Código de la Familia*, le *Código Civil* et le *Código Pénal*¹², forment, ensembles, les bases légales de la protection et de la défense des enfants cubains.

Dans les droits exposés dans le *Código de la Niñez y la Juventud*, il n'y a guère de références aux droits à la participation. Le *Capítulo IV*, intitulé *La participación y la iniciativa de la*

¹¹ Le mensonge n'est pas un réflexe conditionné: le mensonge affecte la connaissance; le réflexe conditionné affecte la capacité de penser: et il y a aussi une différence entre être désinformé et avoir perdu la capacité à penser; parce qu'on t'a déjà appris à avoir des réflexes: «Ceci est mauvais, ceci est mauvais; le socialisme est mauvais», et tous les ignorants et tous les pauvres et tous les exploités vont dire: «Le socialisme est mauvais. Le communisme est mauvais», et tous les pauvres, tous les exploités et tous les analphabètes vont répéter: «Le communisme est mauvais». (trad.)

¹² Constitution de la République de Cuba; Code de l'enfance et de la jeunesse; Code de la famille; Code civil; Code pénal. (trad.)

*juventud trabajadora*¹³, aborde la participation du point de vue du jeune en tant qu'employé. En général, le code ne prend pas en compte les enfants en tant qu'acteurs sociaux. Selon le Code, les enfants et les jeunes cubains bénéficieraient du droit à l'éducation, auraient des garanties d'emploi, et devraient recevoir les instructions nécessaires pour être capables de défendre la patrie. Il n'y pas beaucoup de droits qui encouragent l'enfant ou le jeune, en tant que citoyen, à se comporter comme tel, à l'exception de l'article 106 qui aborde le droit de l'enfant à être élu dans les assemblées municipales et provinciales du *Poder Popular* :

*Conforme a lo establecido en la constitución, tienen derecho al sufragio en toda elección en los referendos, los jóvenes mayores de 16 años. Pueden ser elegidos delegados a las asambleas municipales y provinciales del Poder Popular los que hayan alcanzado dicha edad, y Diputados a la asamblea Nacional los mayores de 18 años, de este modo participan activamente en el desarrollo de la democracia socialista y en las decisiones estatales.*¹⁴

Cependant, le *Código de la Niñez y la Juventud* reste muet quant au droit des enfants à s'associer ou à exposer leurs idées et leurs opinions.

Le *Código de la Familia*, qui a été adopté en 1975, est, logiquement, orienté vers la protection juridique des institutions de la famille telles que le mariage, le divorce, les relations filiales, l'adoption et la tutelle, entre autres. Il est intéressant de signaler l'absence d'un texte concernant le rôle des enfants dans une procédure de divorce. Le gouvernement a adopté arbitrairement les dispositions légales suivantes:

*ARTICULO 88. Respecto a la guardia y cuidado de los hijos, se estará al acuerdo de los padres, cuando éstos no vivieren juntos.*¹⁵

ARTICULO 89. De no mediar acuerdo de los padres o de no ser el mismo atentario a los intereses materiales o morales de los hijos, la cuestión se decidirá por el tribunal competente, que se guiará

¹³ La participation et la prise d'initiative de la jeunesse travailleuse. (trad.)

¹⁴ Conformément à ce qui est établi dans la constitution, ont droit au suffrage dans toutes les élections et référendums, les jeunes âgés d'au moins 16 ans. Peuvent se faire élire délégués aux assemblées municipales et provinciales du Poder Popular, tous ceux qui ont atteint ledit âge, et députés à l'assemblée nationale, ceux âgés d'au moins 18 ans. De ce fait, ils participent activement au développement de la démocratie socialiste et aux décisions étatiques. (trad.)

¹⁵ Article 88. Concernant la garde et le soin des enfants, ils dépendront de l'accord entre les parents si ceux-ci ne vivent pas ensemble. (trad.)

*para resolverla, únicamente por lo que resulte más beneficioso para los menores. En igualdad de condiciones, se atenderá, como regla general, a que los hijos queden al cuidado del padre en cuya compañía se hayan encontrado hasta el momento de producirse el desacuerdo; prefiriendo a la madre si se hallaban en compañía de ambos y salvo, en todo caso, que razones especiales aconsejen cualquier otra solución.*¹⁶

Ces articles illustrent parfaitement le manque de volonté de l'Etat de vouloir progresser en matière de droits humains. En plein 21ème siècle, il est frappant de constater que l'intérêt supérieur de l'enfant, stipulé dans l'article 3 de la CDE, n'est pas pris en compte lors de la séparation de ses parents, un événement qui n'est pas sans effets collatéraux pour un enfant. Mais il est encore plus effrayant de découvrir que sans aucun fondement psychologique, voire logique, la garde de l'enfant est octroyée de préférence à la mère, sans aucune analyse de cas par cas.

Le *Código Civil* recueille des articles intéressants concernant la capacité à avoir des droits. L'article 28.1, par exemple, précise que «*la persona natural tiene capacidad para ser titular de derechos y obligaciones desde su nacimiento*»¹⁷. En d'autres termes, cela veut dire qu'un enfant jouit aussi de droits. Quant à la capacité juridique civile, elle n'est obtenue qu'à la majorité, c'est-à-dire à partir de 18 ans.

Le document portant sur les droits humains qui centralise le droit à la participation des citoyens cubains, est, sans doute, la Constitution. Ce qui mérite notre attention est de remarquer que l'Etat a ajouté des restrictions à beaucoup de ces droits. A titre d'illustration, dans le Chapitre V dédié à l'éducation et la culture, outre le fait de stipuler la gratuité de l'éducation, ce qui est un acte louable en soi, il est noté que la création artistique est libre «*siempre que su contenido no sea contrario a la Revolución*»¹⁸. De même, «*el Estado promueve la participación de los ciudadanos a través de las organizaciones de masas y*

¹⁶ Article 89. S'il n'y pas d'accord entre les parents, la question sera tranchée par le tribunal compétent, qui ne se laissera guider que par ce qui résulte au mieux pour les mineurs. En égalité des conditions, la garde des enfants sera donnée au parent qui gardait l'enfant jusqu'au moment du désaccord; si l'enfant se trouvait avec les deux parents, on donnera la garde de préférence à la mère, sauf s'il existe des raisons qui le déconseillent. (trad.)

¹⁷ La personne physique a la capacité à jouir de droits et obligations depuis sa naissance. (trad.)

¹⁸ Toujours à condition que son contenu ne soit pas contraire à la Révolution. (trad.)

sociales del país en la realización de su política educacional y cultural»¹⁹. Ce que l'on peut en déduire est que la liberté de pensée est sujette à l'idéologie socialiste. Par conséquent, elle n'est pas vraiment *libre*. L'article 62 résume l'essence de cette restriction:

*Ninguna de las libertades reconocidas a los ciudadanos puede ser ejercida contra lo establecido en la Constitución y las leyes, ni contra la existencia y fines del Estado socialista, ni contra la decisión del pueblo cubano de construir el socialismo y el comunismo. La infracción de este principio es punible.*²⁰

Cet article est vraiment contradictoire: toute personne est libre, à moins qu'elle adhère à la nature socialiste de l'Etat. Le fragment de cet article qui parle de la «décision du peuple de construire le socialisme et le communisme» a été attesté par la signature d'un projet de réforme constitutionnel lancé par les organisations de masse. Ce projet proposait la ratification de la Constitution et l'irrévocabilité du système politique et social de même que de son caractère socialiste. Cette disposition a été introduite en 2002, la même année où Oswaldo Payá Sardiñas, lauréat du Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit (2002) décerné par le Parlement Européen, présente le projet Varela. Ce projet demandait «par référendum national, la liberté d'opinion et de réunion, des élections pluralistes libres, la libération de la totalité des prisonniers politiques ainsi que des réformes économiques et sociales» (Parlement Européen). Ce projet est basé sur l'Article 88 de la Constitution, qui assure que l'initiative des lois est aussi de la compétence des citoyens, si elle est soutenue par au moins dix milles électeurs. Est-ce une coïncidence si le gouvernement, à travers ses organisations de masse, soumettait au peuple ce projet constitutionnel, au même moment que Payá Sardiñas présentait au Parlement cubain le projet d'initiative Varela? L'argument officiel justifiant de la mise en place du dispositif était de dire qu'il fallait répondre aux «exigences et menaces du gouvernement impérialiste des Etats Unis du 20 Mai 2002» (*Disposición especial, Constitución de la República de Cuba*). Ceci met en évidence comment l'Etat cubain freine les élans de participation des citoyens, même si leur démarche est soutenue par leur propre Constitution:

¹⁹ L'Etat promeut la participation des citoyens à travers les organisations de masse et sociales du pays à la réalisation de sa politique éducative et culturelle. (trad.)

²⁰ Aucune des libertés reconnues aux citoyens peut être exercée contre les dispositions dans la constitution et les lois, ni contre l'existence et la fin de l'Etat socialiste, ni contre la décision du peuple cubain de construire le socialisme et le communisme. La violation de ce principe est punissable. (trad.)

[...] there is no point in having a freedom that can never be exercised. (Harris, 2009, p.114)

Avoir des droits sans avoir la possibilité de les faire valoir est inutile. Certes, il est essentiel que les droits des enfants occupent une place dans la législation nationale, mais ce qui est aussi important, c'est que ces droits puissent être revendiqués. Dans son article cité auparavant, Freeman a exprimé à ce sujet:

Rights are also an important advocacy tool, a weapon which can be employed in the battle to secure recognition. Giving people rights without access to those who can present those rights, and expertly, without the right to representation, is thus of little value. (Freeman, 2007, p. 8)

Lisant cette citation, je me pose des questions sur le sort des enfants cubains. Existe-t-il une personne, institution ou mécanisme pour recueillir ses inquiétudes? Qui représente les enfants devant les autorités politiques? Je ne crois pas que les *organisations de masse* soit la bonne réponse. Au contraire, il faut un mécanisme qui prenne en compte non pas les similitudes de la masse, mais les différences entre individus. Amartya Sen, prix Nobel d'économie, a fait une remarque intéressante sur la portée des droits humains:

The implementation of human rights can go well beyond legislation, and a theory of human rights cannot be sensibly confined within the juridical model in which it is frequently incarcerated. For example, public recognition and agitation (including the monitoring of violations) can be part of the obligations-often imperfect-generated by the acknowledgment of human rights. Also, some recognised human rights are not ideally legislated, but are better promoted through other means, including public discussion, appraisal and advocacy [...] (2004, pp. 318-319)

En guise de conclusion, nous pourrions constater que si la liberté d'opinion ou de pensée est bloquée, alors, la participation, tant des adultes que des enfants, le sera aussi. Le gouvernement cubain a prévu la mise en place de dispositifs et restrictions légaux dans le but d'empêcher la participation de ses citoyens. Malheureusement, cet outrage concerne aussi directement les enfants.

Comme information additionnelle, je voudrais ajouter que Cuba a ratifié la CDE, ainsi que la *Convention sur l'Élimination de Toutes les Formes de Discrimination à l'Égard des Femmes*, et a signé le document *Un Monde Digne des Enfants*.

3. L'IMAGE DES ENFANTS À CUBA

Pour réfléchir au mieux à l'image de la situation actuelle à Cuba, il est pertinent de s'interroger sur la perception qu'ont des enfants, le gouvernement et les adultes. *A priori*, il s'agit d'une vision paternaliste. L'Etat cubain conçoit l'enfant comme un être *en devenir*, dépendant des adultes à tout moment, incapable de prendre des décisions par soi-même, nécessitant seulement d'être protégé par des droits spéciaux.

Ce qui pourrait paraître étonnant, c'est qu'il s'agit de la même vision pour les adultes. En d'autres mots, les enfants sont dépendants et protégés par des adultes, mais pas par quiconque: uniquement par ceux désignés par l'état (dirigeants des organisations de masse, enseignants, etc). Quant aux adultes cubains, eux aussi ont besoin de protection et sont considérés comme incapables de prendre des décisions importantes pour la société dans laquelle ils vivent. Par conséquent, il est vu comme un devoir naturel et logique pour les Cubains de protéger l'enfance.

Compte tenu de ce qui précède, nous nous retrouvons face à un double problème. Le premier est que les adultes sont traités comme étant incapables, et le deuxième est que ces mêmes adultes conjointement avec les autorités cubaines, considèrent également les enfants comme incapables. Ce sont donc les enfants qui souffrent d'une double barrière qui les empêche de participer en tant que citoyens. Il en résulte qu'à Cuba, les enfants sont considérés comme des êtres à protéger, incapables de réaliser des actions significatives pour réclamer leurs droits, et qui se doivent être obéissants devant les adultes. Et ceci n'est pas seulement valable aux yeux de l'Etat, mais également à ceux des dissidents, de la famille, de l'école, etc. Par exemple, de nombreuses familles ont tendance à surprotéger leurs enfants en ce qui concerne la participation. Bien que les parents ne soient pas toujours d'accord avec les raisons avancées par les autorités cubaines pour appeler à participer à un défilé qui débute à 5 heures du matin, ils préfèrent que leurs enfants y assistent, plutôt que de les conseiller de rester chez eux. A l'avis des parents, il est moins compliqué et moins risqué de se joindre à la manifestation que de trouver des excuses pour justifier leur absence. Ceci est un exemple typique de

participation forcée, laquelle étant justifiée par d'adhérents ou non-sympathisants au régime comme moyen nécessaire d'éviter de futurs problèmes. D'autres parents ou des adultes affirment que les enfants n'ont ni la capacité, ni leur place dans des débats politiques. Il s'agit d'un argument qui devient contradictoire si on tient compte du fait que la majorité des activités scolaires ont une empreinte politique.

En vue d'améliorer le droit à la participation des enfants, il ne serait pas insignifiant de repenser les relations inter-générationnelles. Pendant que je réalisais des recherches pour ce travail à Cuba, j'ai été interpellé par la réaction d'un adulte à qui j'expliquais que le droit à la participation des enfants comprend aussi le droit à la liberté d'expression, selon les articles 12 et 13 de la CDE. Il semblait être d'accord avec cette idée, quand soudain il rétorque: «Tout cela est très bien, mais les enfants n'ont quand même pas le droit d'interrompre une conversation entre adultes». A quoi j'ai répondu: «Est-ce qu'un adulte qui ne fait pas partie de la conversation en a le droit ?». Changer le regard minimisant qui est porté sur les enfants à Cuba est une tâche de premier ordre, sans quoi il n'est pas étonnant que des adultes ne soient pas motivés à travailler ou à collaborer avec des enfants sur des sujets qui les concernent tous.

4. MANIPULATION ET PARTICIPATION DANS LE SYSTÈME ÉDUCATIF CUBAIN

Comme nous en avons discuté précédemment, la Révolution cubaine incarne plus qu'un simple événement historique pour ses adeptes. En réalité, elle englobe une partie du passé, du présent et de l'avenir de la patrie et de ses citoyens. Un des facteurs qui a le plus contribué à faire de la Révolution cette *entité abstraite* presque intouchable et presque sacrée, sont ses *logros*. C'est à dire ses réussites. Evidemment, parler des réalisations de la Révolution comme des réussites ou pas, reste subjectif. Nonobstant, la santé et l'éducation ont été pendant plusieurs années des domaines où beaucoup de progrès ont été accomplis, à en commencer par leur gratuité et les campagnes d'alphabétisation ou de vaccination réalisées sur l'ensemble du territoire national. Dans la présente recherche, je voudrais me concentrer sur l'éducation. C'est dans cette institution que les enfants cubains passent la plupart de leur temps, et c'est aussi l'endroit idéal pour essayer d'inculquer aux enfants leur loyauté à la Révolution. Dans la

suite, il s'agira de revenir brièvement sur trois éléments cruciaux qui composent le système éducatif à Cuba:

- Structure
- Organisations d'enfants : La Organización de Pioneros José Martí (ci-après OPJM)²¹
- Méthodes de coercition

Structure

Le système éducationnel cubain se divise en 4 parties principales:

- Education primaire { 1er, 2ème, 3ème, 4ème, 5ème, et 6ème grades
- Education secondaire { 7ème, 8ème, 9ème grades
- Education pré-universitaire { 10ème, 11ème, 12ème grades²²
- Education universitaire

Il existe bien évidemment d'autres variantes d'études, comme les écoles d'offices²³ ou les institutions polytechniques²⁴ pour obtenir des équivalences (*c.f* Figure 8). Dans trois des catégories mentionnées, les élèves sont des enfants. C'est-à-dire, ils commencent leurs études à l'âge de 5-6 ans à l'école primaire, alors qu'ils ont 17-18 ans au moment de l'obtention du Baccalauréat.

²¹ L'Organisation des Pionniers José Martí

²² 12ème grade est l'équivalent du Baccalauréat.

²³ «Escuela de Oficios» (esp.) se réalise à la place de l'école secondaire.

²⁴ «Institutos politécnicos» (esp.) se réalise à la place du pré-universitaire.

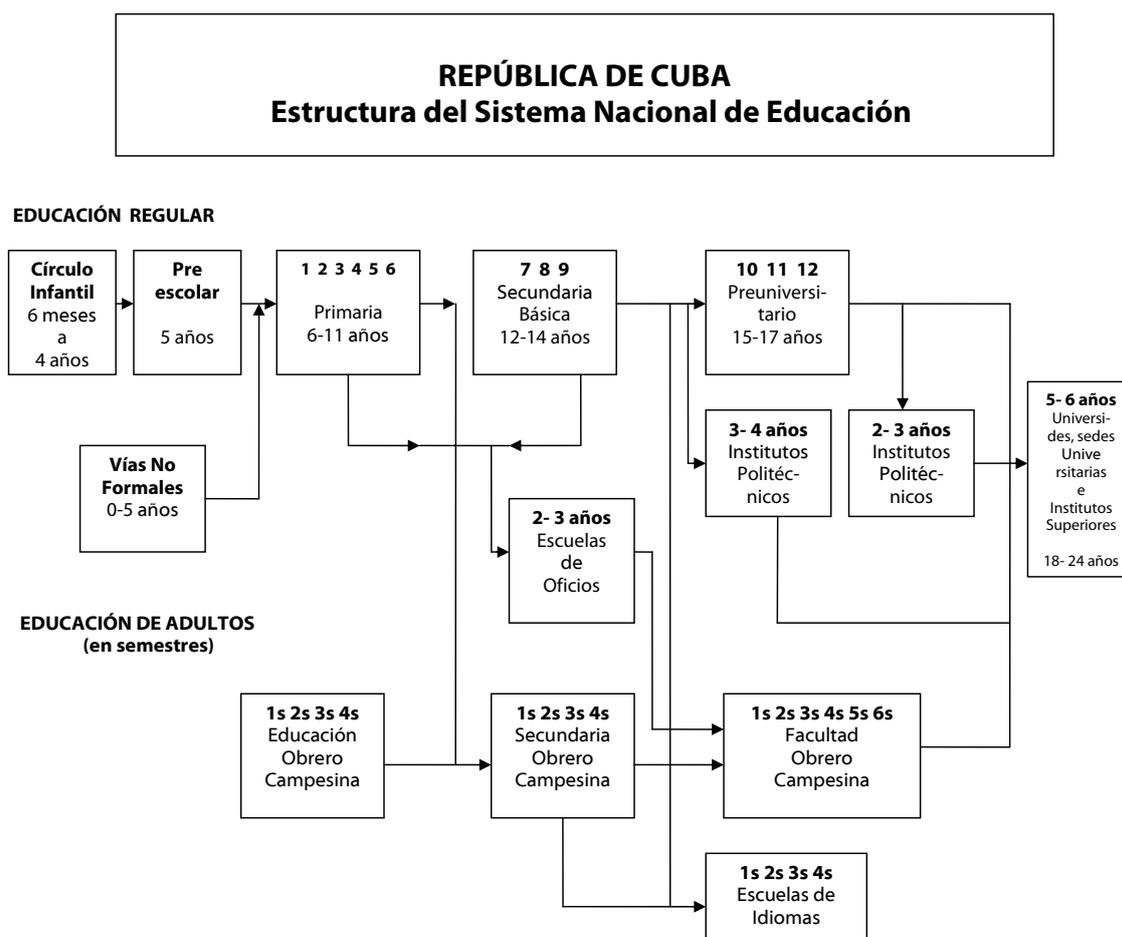


Figure 8. Structure du système éducatif cubains. Retrieved April 6, 2011 from <http://www.one.cu/publicaciones/50aniversario/educacion%20en%20la%20revolucion/04ESCTURURA%20DEL%20SISTEMA%20NACIONAL%20DE%20EDUCACION.pdf>

La Organización de Pioneros José Martí

Parmi toutes les organisations de masse qui fonctionnent dans le pays, l'OPJM et la *Federación de Estudiantes de la Enseñanza Media* (ci-après FEEM) sont les deux organisations par excellence qui regroupent la presque totalité des élèves de 5 à 17 ans. Dans cette recherche, je vais tenter de mettre en évidence les enjeux politiques et sociaux de l'OPJM concernant la participation des enfants.

L'OPJM regroupe les élèves du 1er au 9ème grade. Dès le début de leurs études à l'école primaire, les enfants cubains deviennent, presque par automatisme, des membres de cette organisation. Je dis «par automatisme», parce que c'est presque une formalité de devenir

membre de l'OPJM dès l'entrée au 1er grade. Le 8 Octobre, en hommage au décès d'Ernesto Che Guevara en 1967, tous les élèves du 1er grade sont convoqués à un acte solennel où ils sont investis de *la pañoleta azul*²⁵ en tant que *Moncadistas*²⁶. Les enfants la porteront jusqu'à la fin du 4ème grade, où ils commenceront à porter *la pañoleta roja*²⁷ en tant que *Pioneros José Martí*. Ce foulard, soit rouge soit bleu, est le symbole identifiant les enfants et les jeunes adolescents en tant que membres de l'OPJM. Une fois arrivée à l'école secondaire, l'enfant ne portera plus de foulard, mais un *distintivo*²⁸ cousu sur la manche gauche de la chemise de l'uniforme d'école.

Le rituel de l'investissement du foulard s'accompagne toujours de la prestation de serments et de la devise de l'organisation: «*Pioneros por el comunismo ¡Seremos como el Ché!*».²⁹ L'OPJM justifie la raison du recrutement de membres si jeunes:

Esta organización recluta en la edad temprana los pioneros como una forma de asegurar e inculcar el comunismo en los niños. ³⁰ (Wikipedia)

Heureusement, les enfants, en tant qu'acteurs sociaux, ne sont pas des machines qui peuvent être programmées à suivre aveuglement une idéologie ou une autre. Une partie des jeunes cubains, certes, suivra le chemin tracé par les révolutionnaires aînés, mais l'autre partie commencera progressivement et selon le rythme évolutif des capacités de chacun, à forger sa propre opinion politique. Ceci n'empêche que l'enfant comme acteur social, qui structure la société et qui est à la fois structuré par elle, sera affecté, d'une manière ou d'une autre, par cette ambition de l'Etat cubain à vouloir à tout prix convertir ses enfants en adeptes aveugles de son système. Ce *modus operandi* de l'Etat nuit gravement au droit à la participation de l'enfant, puisque il s'agit d'une forme de manipulation, et comme stipulé précédemment, la

²⁵ Le foulard bleu (trad.)

²⁶ Le terme «Moncadistas» fait référence aux attaquants du Moncada, le 26 Juillet 1953, sous le commandement de Fidel Castro.

²⁷ Le foulard rouge (trad.)

²⁸ Signe distinctif confectionné en tissu.

²⁹ Pionniers pour le communisme, nous serons comme le Che (trad.)

³⁰ Cette organisation recrute des pionniers en bas âge comme moyen d'assurer et d'inculquer le communisme chez les enfants (trad.)

manipulation est une forme de non-participation. Si on se réfère aux degrés de participation établis par Hart, la notion de manipulation «décrit les situations où les enfants ne comprennent pas les problèmes qui se posent mais sont entraînés à participer à un projet par les adultes» (Zermatten & Stoecklin, 2009, p. 48). Dans le cas qu'on est en train d'analyser, outre l'utilisation des enfants pour défendre les intérêts du régime communiste cubain, la manipulation va de pair avec avec la tergiversation de l'information transmise aux enfants. Le gouvernement arrivera plus facilement à convaincre les enfants de suivre sa volonté, qui est de les manipuler, s'il a réussi avant à les convaincre que ce qu'ils doivent faire est ce qui est juste. Cette manipulation est possible grâce aux efforts de l'Etat cubain pour biaiser la construction de la réalité de chaque jeune. Selon le théorème de Thomas: «Lorsque les hommes définissent des situations comme réelles, celles-ci sont réelles en conséquences» (as cited in Stoecklin, 2009, p. 69). En faisant croire aux enfants que la loyauté à la patrie est synonyme de loyauté à la Révolution et à Fidel Castro, ceux qui le croiront agiront donc, en conséquence. C'est pour cela, qu'il est si important pour l'Etat cubain de commencer à influencer la vision qu'ont les enfants du monde qui les entoure. L'instauration des actes comme celui de donner le foulard aux enfants en est une preuve.

La cérémonie *de la pañoleta*³¹ est suivi par des activités *politico-culturelles*: des chansons, des poèmes, des danses, entre autres, où le caractère très politique ne manque pas. Cette tergiversation entre patrie et révolution dont nous venons de parler, est une fois encore mise en évidence dans ces événements *culturels*. Mélanger des expressions culturelles et des consignes communistes n'est pas typique de Cuba, mais de tout régime totalitaire. Woronov a constaté ce même type de situation dans deux écoles chinoises:

During the International Children's Day and Pioneer induction celebrations [...] children's declarations of love for the Party and dedication to the goals of communism were mixed with other kinds of entertainment prepared by the same students. During ceremonies [...] I observed children performing choreographed disco-dancing, displays of kung-fu prowess, a fashion show, recitations of Tang Dynasty poetry, and arias from Chinese operas. [...] International Children's Day is thus a kind of global «bricolage» by Beijing children, as they pick and choose elements from traditional high Chinese culture [...], low culture [...], global youth culture [...], and Communist ideology. (2007, pp. 661-662)

³¹ du foulard (trad.)

Ce «bricolage» d'identité nationale, ou si l'on veut utiliser le vocabulaire cubain, *ajiacó*³², illustre parfaitement une des sources ou des formes de la confusion des enfants à Cuba. Il ne s'agit pas uniquement d'un échange de termes indistinctement. Biaiser l'information permet de trouver les arguments propices pour justifier les politiques de l'Etat. Il semblerait que le gouvernement ait trouvé une manière d'encourager le peuple à lui donner son soutien inconditionnel (ou au moins à ne pas le contredire). Les cubains en croyant faire ce qu'il y a de mieux pour leur patrie, ne vont pas se révolter contre des ordonnances du gouvernement qui pourrait leur sembler injustes, puisqu'ils croiront que c'est un sacrifice que la patrie demande.

En outre, les enfants, même s'ils ne sont pas forcés d'appartenir à l'organisation, risqueraient, presque irrémédiablement une exclusion sociale s'ils ne le faisaient pas. Les cas d'enfants refusant de porter *la pañoleta* sont très peu nombreux. En général, il s'agit d'enfants provenant de familles appartenant aux *Témoins de Jéhovah*, qui, entre autres interdictions, refusent de porter des symboles ou de saluer le drapeau national. Comme ces enfants se font très rares, ils ne sont pas très bien perçus par leurs camarades de classe. Ainsi, comme le raconte Yoani Sánchez, philologue et blogueuse cubaine:

Ce que je n'aurais pas aimé est que l'on me mette à part comme Lybna qui, parce qu'elle était Témoin de Jéhovah, n'avait pas prononcé ses vœux avec le reste des enfants de la classe. Il planait sur elle une ombre qui devenait précisément plus sombre par le fait qu'elle n'avait pas cette pièce de tissu bleu nouée autour du cou. (Sánchez, 2009)

Il est aussi possible que des enfants cubains acceptent d'intégrer les files de l'OPJM par crainte d'être exclus. Néanmoins, et je dirais que c'est la généralité en ce moment, les jeunes enfants estiment que le foulard fait tout simplement partie de la tenue correcte d'un élève. Je me souviens de l'excitation de mes camarades de classe et de moi même quand on arrivait à la fin du 3ème grade, car on savait que la couleur de notre foulard changerait de bleu à rouge, et par conséquent on appartiendrait au groupe des élèves les plus âgés de l'école. On se sentait *grands*.

³² L'*ajiacó* est une recette de la cuisine cubaine, c'est une sorte de ragout où plusieurs ingrédients sont mélangés. De façon métaphorique, Fernando Ortiz, ethnologue cubain, utilisait le terme pour faire référence à l'identité cubaine étant résultat du mélange de diverses cultures.

Comment la participation des enfants est-elle aperçue par l'OPJM?

Les principes de l'organisation stipulent que:

La OPJM considère la participation en son sens le plus large, non seulement comme réponse ou mobilisation à la convocation de participer aux activités, mais également comme intervention active des pionniers dans l'ensemble du processus de l'organisation: depuis l'identification des besoins, la définition consciente et la formulation de politiques et lignes de travail, au dialogue avec les pionniers et leur engagement dès la proposition de l'action et jusqu'à l'exécution, en passant par l'implémentation et le contrôle de l'évolution des activités à l'intérieur de l'organisation.³³ (Cruz, 2009, p. 27)

Si on se tient à ces principes, la participation des enfants et des jeunes au sein de l'OPJM peut prendre la forme :

- ii. de mobilisation;
- iii. de consultation ou de discussion;
- iv. de mise en œuvre et surveillance de projets;
- v. de prise de décisions.

En réalité, *la mobilisation* est la forme de participation la plus répandue non seulement parmi les élèves, mais aussi parmi les dirigeants adultes de l'organisation. C'est le *Guía-base*³⁴, conjointement avec les enseignants et le directeur du centre scolaire, qui va décider de la façon de mettre en place les consignes orientées par ses supérieurs dans l'organisation. Concernant son rôle en tant que *Guía-base*, une enseignante a déclaré:

³³ L'OPJM considère la participation dans son sens le plus large, non seulement comme réponse ou mobilisation à la convocation de participer aux activités, mais également comme intervention active des pionniers dans l'ensemble du processus de l'organisation: depuis l'identification des besoins, la définition consciente et la formulation de politiques et lignes de travail, au dialogue avec les pionniers et leur engagement dès la proposition de l'action et jusqu'à l'exécution, en passant par l'implémentation et le contrôle de l'évolution des activités à l'intérieur de l'organisation.

³⁴ Enseignant responsable du fonctionnement de l'OPJM dans son école.

[...] realizar todas las actividades que mande la Organización, darle cumplimiento a cada punto del Plan de Trabajo del Mes que nos entregan en las reuniones. Y que los profesores y estudiantes cumplan con esas actividades³⁵. (Cruz, 2009, p. 30)

Il est indéniable que le rôle du *Guía-base* est de simplement mettre en œuvre ce qui à été décidé dans les instances politiques supérieures. Le but de son existence est d'offrir la possibilité au gouvernement d'imposer ce qu'il a décidé pour les enfants et les jeunes, et de surveiller leurs comportements. Cependant, il existe une petite place pour la créativité des élèves. Parfois, il est permis aux enfants de contribuer à la mise en œuvre de ces ordres. Certes, ce n'est pas ce qu'il y a de mieux comme participation, mais au moins cela leurs laisse un peu d'espace pour adapter à leur réalité et intérêts ce que des adultes ont conçu pour eux.

C'est aussi aux maîtres d'école que revient le devoir de veiller à ce que la totalité de leurs élèves accomplissent les tâches de l'OPJM: «*Hay que empezar en el aula: el maestro tiene que lograr que los estudiantes participen en las actividades pioneriles a las que se convocan*»³⁶ (2009, Cruz, p. 31). La question qui se pose, logiquement, est de savoir si la plupart des enfants répondent à cet appel. Il semblerait que, comme dans l'exemple du foulard, les élèves ne se posent pas beaucoup de questions sur qui a décidé quoi et dans quel but, mais cherchent plutôt à être socialement acceptés par les autres. Comme ne pas participer aux activités proposées par les adultes de l'école n'est pas apprécié -étant synonyme de mauvais étudiant- participer représente, aux yeux de l'enfant, une voie pour que son *bon* comportement soit valorisé (2009, Cruz, p. 33). Il se peut aussi que les élèves participent pour éviter des problèmes. Un exemple qui illustre bien cette situation nous est fourni par Yoani Sánchez dans son blog:

La maîtresse parcourait la file et demandait aux enfants de répéter le slogan sur le Che Guevara. Teo resta silencieux et fit une moue qui n'échappa pas au regard agile de la directrice. Quand on lui demanda pourquoi il ne disait pas le slogan comme le reste des élèves, il rétorqua avec sa simplicité enfantine : «parce-que le Che est mort et que je ne veux pas être mort». Je supposais que mon fils venait de se faire étiqueter de la pire des lettres du catalogue idéologique, le «C» des contre-

³⁵ [...] réaliser toutes les activités que demande l'organisation, accomplir tous les éléments du plan de travail mensuel qui est établi lors des réunions. Et que les professeurs et étudiants accomplissent ces activités. (trad.)

³⁶ Il faut commencer dans la salle de classe: l'enseignant doit parvenir à ce que les étudiants participent aux activités de pionniers auxquelles ils sont convoqués. (trad.)

révolutionnaires. Mais non ; la maîtresse se mit à rire et lui donna sa première leçon d'opportunisme « Voyons Teo, répète la consigne maintenant, pourquoi te mettre en difficulté ? (2009)

On pourrait prétendre que si on banalise le fait que les enfants ne participent en rien à l'élaboration des activités scolaires, la participation des enfants dans les activités officielles de l'école n'est pas forcée. Mais, la crainte de se sentir exclu et d'être victime de moquerie n'est-elle pas une contrainte suffisamment forte?

L'importance de la participation aux activités organisées par l'école est transmise via la terrorisation de l'enfant. Toutefois, ce n'est pas l'unique moyen. Le contenu et les objectifs des matières enseignées dans les écoles primaires, secondaires et pré-universitaires sont si politiquement chargés qu'il reste peu de place pour la liberté de pensée et d'expression de l'enfant.

Le matériel d'enseignement utilisé dans les écoles cubaines reflète ouvertement la position politique du gouvernement. Par exemple, un exercice d'histoire moderne et contemporaine de 8ème grade³⁷ explique que chaque étoile du drapeau américain ajouté après les treize colonies, représente un territoire obtenu durant l'expansion territorial des Etats Unis. Ensuite, la question suivante est adressée aux élèves: « ¿Crees correcto su uso en prendas de vestir u otros objetos? ¿Por qué?»³⁸ (Gómez). La réponse qu'ils attendent me paraît évidente. En fait, avec ce type de question, l'Etat espère convaincre les jeunes de ne pas porter de vêtements qui exhibent le drapeau américain. J'aimerais préciser que je ne juge en aucun cas le choix de porter ou non ce type de vêtement. Il est surtout question de constater que la réponse est déjà implicite dans la question elle-même, et que ceux qui insistent à se montrer avec le drapeau des 50 étoiles sur leurs vêtements ne sont pas des personnes respectables aux yeux du peuple révolutionnaire. Néanmoins, force est de préciser qu'il faut plus que la simple manipulation des livres d'école pour créer un sentiment de patriotisme chez les enfants (Woronov, 2007).

³⁷ Il reste à définir à qui s'adressent ces exercices, puisque l'accès à Internet dans l'île est très restreint.

³⁸ Crois-tu qu'il soit correct de mettre ces vêtements? Pourquoi? (trad.)

Dans le document *Precisiones para la dirección del proceso docente educativo*,³⁹ dans Secundaria Básica pendant l'année scolaire 1999 - 2000, le Ministère d'Éducation définit cinq objectifs formateurs généraux dont le premier consiste à:

*Demostrar su patriotismo en el rechazo al imperialismo yanqui por su actitud histórica hacia Cuba, en el respeto a los héroes y mártires de la patria, a los combatientes de la Revolución, al pensamiento y a los ejemplos personales de Martí, Che y Fidel, alcanzando la condición de «Pionero Listo para la Defensa» en el Movimiento de Pioneros Exploradores.*⁴⁰

Il est difficile de comprendre que le lien qui est fait entre «patriotisme» et «rejet de l'impérialisme yankee» soit l'objectif premier qu'un enseignant doit poursuivre et transmettre à ses élèves. Lorsque l'Etat cubain se vante d'avoir un des meilleurs systèmes éducatifs au monde, on pourrait demander à ses dirigeants leur définition du mot *éducation*. Les objectifs finaux de l'éducation primaire, exposés dans le document *El modelo de escuela primaria cubana: una respuesta desarrolladora de educación, enseñanza y aprendizaje*,⁴¹ comprennent *inter alia*:

*Demostrar sentimientos de cubanía, amor y orgullo por la Patria, la Revolución y sus símbolos, así como de admiración y respeto por sus líderes, héroes y mártires, el deseo de seguir su ejemplo, y manifestar sentimientos de repudio hacia el Imperialismo.*⁴² (2008, p.26)

Ainsi que:

³⁹ Précisions pour la direction du processus éducatif (trad.)

⁴⁰ Prouver son patriotisme en rejetant l'impérialisme yankee pour son attitude historique envers Cuba, dans le respect pour les héros et martyres de la patrie, pour les combattants de la révolution, pour la pensée et les exemples personnels de Martí, du Che et de Fidel, atteignant la condition de «Pionniers prêt à la défense» dans le mouvement des pionniers explorateurs. (trad.)

⁴¹ Le modèle de l'école primaire cubaine: une réponse pour développer l'éducation, l'enseignement et l'apprentissage. (trad.)

⁴² Prouver les sentiments de *cubanía*, amour et fierté pour la patrie, la révolution et leurs symboles, ainsi que l'admiration et le respect pour ses dirigeants, héros et martyrs, le désir de suivre leur exemple, et manifester les sentiments de rejet de l'impérialisme. (trad.)

Sentir la alegría de ser escolar y buen pionero, participando en todas las actividades pioneriles y alcanzar la categoría "Pionero Explorador de la Victoria". Valorar la importancia del cumplimiento de las exigencias del Reglamento Escolar (2008, p.26)^{43,44}.

On peut constater que pour les autorités cubaines, les salles de classe doivent servir à éveiller et à stimuler le sentiment de nationalisme chez les enfants et les jeunes. Ces directives se concrétisent, dans beaucoup de cas, par la répétition de slogans ou d'activités. Chaque matin avant de commencer les cours, les élèves cubains, assistent au *Matutino*. C'est une activité consistant à chanter l'hymne nationale et à saluer le drapeau pendant qu'il est hissé. Suite à ceci, quelques informations sont communiquées, et selon la date, des activités politico-culturelles sont réalisées. Mais ce n'est pas tout. Une fois dans la salle, les enseignants incitent les élèves à discuter sur un fait de l'histoire cubaine, qui, bien évidemment, est lié d'une manière ou d'une autre aux intérêts de la *Révolution*. Sans qu'on puisse s'en rendre compte, la répétition des activités *pioneriles* devient ce qui est de plus naturel pour l'enfant. Bien que je ne trouve pas que cela soit déterminant, on ne doit pas minimiser son importance. Les enfants pourraient considérer que ces activités font partie de ce qu'un élève doit faire à Cuba ou ailleurs. En conséquence, il peut arriver qu'il ne mette pas en question les objectifs de ces activités. En fait, être informé des buts des activités auxquelles un enfant participe, fait partie des conditions à remplir pour pouvoir exercer son droit à la participation.

Un enfant pourra mieux participer dans son école et dans la société s'il dispose de l'information nécessaire pour le faire. Un enfant qui apprend des consignes telles que «*el que no salte es yanqui*»⁴⁵ par cœur, ne sait peut être pas ce que le mot «*yanqui*» veut dire, mais quoi qu'il en soit il doit se dire qu'il s'agit de *quelque chose* qu'il ne faut pas

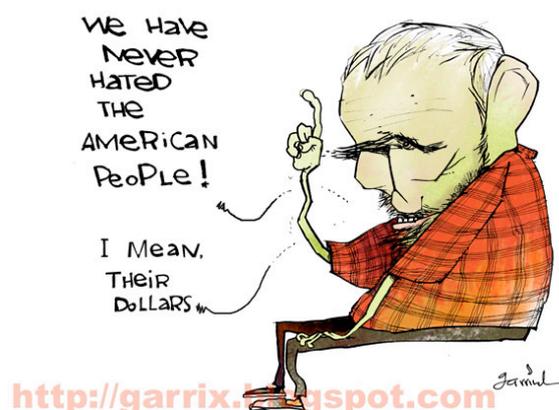


Figure 9. Caricature de Garrinchi.
Retrieved from <http://garrix.blogspot.com>

⁴³ La phrase en **gras** apparaît ainsi dans le texte original.

⁴⁴ Ressentir la joie d'être écolier et bon pionnier, participant à toutes les activités pour les pionniers y atteindre la catégorie "Pionnier explorateur de la victoire". Valoriser l'importance de l'accomplissement des exigences du règlement scolaire. (trad.)

⁴⁵ Celui qui ne saute pas est un yankee (trad.)

être. Même si on est d'accord avec le fait de vouloir endoctriner les enfants avec l'idéologie communiste, force est de constater que ce type de slogan raciste ne fait que biaiser l'image que peut se faire l'enfant des autres peuples. Peut-être que quelques enfants sauteront allègrement. En revanche, je ne suis pas d'accord avec la croyance répandue qu'absolument tous les enfants et jeunes cubains croient aveuglement ce qui leur est dicté. Heureusement, les enfants ne sont pas des robots. Malheureusement, un enfant en bas âge rencontre, en général, des difficultés à saisir ce qui se cache derrière cette machinerie idéologique, d'autant plus que ceux qui la conduisent sont souvent des figures aussi représentatives pour l'enfant que ses enseignants ou des membres de sa famille.

Méthodes de coercition

Que se passe-t-il alors quand un enfant ou un jeune essaie d'affronter sa logique à l'illogique communiste? Nous avons déjà analysé le cas de Teo qui disait qu'il ne voulait pas être comme le Che parce que le Che était mort et qu'il ne voulait pas être mort. Dans cette situation, la maîtresse qui par règle générale aurait catalogué l'enfant de contre-révolutionnaire, a choisi de ne pas prendre les mots de Théo au sérieux et l'a conseillé de répéter la consigne pour éviter des problèmes. Par contre, il existe des moyens réels de coercition pour que les élèves obéissent aux ordres des enseignants. Le plus utilisé comprend la menace de confronter l'élève avec les autorités, soit la direction du centre scolaire, soit d'autres. Le deuxième, plus récent mais éventuellement plus efficace encore, consiste à donner une mauvaise note à l'étudiant dans la matière: *Componente Educativo*⁴⁶.

Un exemple de ce qui se passe quand un enfant présente un comportement à l'encontre de l'idéologie révolutionnaire, est arrivé très récemment dans un quartier de La Havana appelé *Regla*. D'après une vidéo réalisée par sa propre mère et qui circule sur des sites web (Martin, 2011), un enfant de 9 ans s'est opposé aux propos tenus par son enseignante concernant les *Damas de Blanco*⁴⁷. Comme la maîtresse ne cessait pas de les qualifier de *mercenaires* et de *traîtres* de la Révolution, l'enfant a rétorqué qu'il n'était pas d'accord avec cela, parce que ses

⁴⁶ Composant éducatif (trad.)

⁴⁷ Les *Damas de Blanco* sont les épouses, les mères et les filles des prisonniers politiques condamnés lors du Printemps noir de 2003 qui réclament leur libération lors de marches silencieuse vêtues de blanc.

parents lui avaient dit que les *Damas de Blanco* voulaient uniquement que leur époux et leurs enfants respectifs puissent sortir de prison. L'enseignante n'a pas apprécié ce commentaire et a essayé de le convaincre du contraire, mais en vain. Elle a, alors, ramené l'enfant au bureau de la directrice, où une fois de plus mais avec d'avantage de vigueur, on a essayé de lui faire comprendre qu'il ne pouvait pas contredire cette *vérité*. Quand la mère de l'enfant est entrée dans le bureau de la directrice, elle affirme avoir entendu cette dernière dire à son enfant qu'il était aussi terroriste que les *Damas de Blanco*. L'histoire a été close avec l'arrivée de la police et de la *seguridad del estado*. Que la police et la *seguridad del estado* s'immiscent dans de tels sujets a pour but de semer la peur chez ceux qui se risqueraient à contredire ou contester l'avis des autorités. Mais, on pourrait aussi croire que les autorités elles-mêmes craignent la signification et les conséquences que peuvent souligner le fait qu'un enfant de 9 ans soit capable de s'exprimer librement.

Le deuxième exemple de coercition a été institutionnalisé par le Ministère d'Éducation dans l'éducation secondaire. Il s'agit d'une matière qui, même si elle n'est pas au planning officiel des heures de cours, a autant de poids dans la moyenne scolaire que des matières telles que les mathématiques ou les langues. Le *Componente educativo* est «*un elemento integrado al componente instructivo, ya que la evaluación sistemática aunque se desdobra en dos notas, se refiere a una misma persona, el adolescente en formación*» (Mined, 2006, p.73). Le *Componente educativo* est mesuré en fonction de 9 indicateurs qui «*responden a los objetivos formativos del Modelo de Secundaria Básica, en cuanto a la manifestación de los valores en las actitudes y comportamientos propios de los adolescentes ante el estudio, el aprendizaje, la vida de la escuela, en la familia, el trabajo y las actividades político, patrióticas y pioneriles en general. En el seguimiento sistemático por medio de la observación directa como método esencial, pueden emplearse otras técnicas como el completamiento de frases, la resolución de dilemas o conflictos, aplicarse alguna encuesta para obtener información más específica, sobre la información política, de actualidad nacional o internacional*»⁴⁸ (Mined, 2006, p. 73).

⁴⁸ répondent aux objectifs formateurs du modèle de l'école secondaire, quant à l'expression des valeurs des attitudes et comportements propres aux adolescents face à leurs études, l'apprentissage, la vie scolaire, en famille, le travail et les activités politiques, patriotiques et des pionniers en général. Le suivi systématique sera réalisé par le biais d'une observation directe comme méthode essentielle, mais d'autres techniques peuvent être employés telles que compléter de phrases, la résolution de dilemmes ou conflits, enquêter pour obtenir des informations plus détaillées sur l'information politique, d'actualité nationale et internationale. (trad.)

Si on comprend bien la citation, le composant éducatif est une façon de contrôler l'engagement politico-idéologique de l'élève du niveau secondaire. Le jeune adolescent qui voudra obtenir une bonne moyenne devra suivre avec discipline les 9 paramètres (Mined, 2006, pp. 74 -75) qui le mesurent:

1. Présence et ponctualité
2. Attitude face à l'étude
3. Attitude face au travail
4. Discipline
5. Usage adéquat de l'uniforme et des attributs de pionnier
6. Manifestation d'attitudes Politiques - Patriotiques
7. Participation aux activités culturelles et sportives
8. Soins de la propriété sociale et de l'environnement
9. Relations humaines

Chacun de ces points est décomposé en d'autres éléments qui servent à le définir plus finement. Par exemple, le point 2 est lié à tout ce qui est académique: faire les devoirs, les exercices en classe, etc. Le point 3 est orienté vers la participation de l'élève à des travaux «socialement utiles» à effectuer dans le centre scolaire. Participer aux activités culturelles et sportives, mentionné dans le point 7, a plus au moins été déchiffré au début de ce chapitre. Pour ce travail, c'est le point numéro 6 qui me semble le plus pertinent. Il a été décomposé en 11 caractéristiques:

- a. Participa en las convocatorias y movilizaciones políticas y patrióticas.*
- b. Conoce y respeta los símbolos y atributos patrios.*
- c. Se siente orgulloso de ser cubano.*
- d. Ama a la Revolución y reconoce sus logros.*
- e. Es antiimperialista (reconoce al imperialismo yanqui como enemigo de la Revolución cubana y los pueblos, sabe por qué).*
- f. Conoce y respeta nuestras Leyes.*
- g. Participa en la preparación política.*
- h. Se informa sobre el acontecer nacional e internacional (prensa, TV, etc).*

i. Participa activamente en matutinos y otras actividades protagonizadas por los pioneros.

j. Se proyecta en las asambleas pioneriles.

*k. Es reflexivo, receptivo, crítico y autocrítico.*⁴⁹

Sur la base des *devoirs* énumérés ci-dessus, un adolescent de l'école secondaire dont l'opinion personnelle diverge du discours étatique, qui ne se motive pas à participer à une activité politique, ou qui n'aime pas parler en public, ne serait pas un bon élève. En conséquence, il verrait sa moyenne baisser. A la fin des études secondaires, les élèves peuvent choisir leur prochain centre scolaire (pré-universitaire ou institution polytechnique) ainsi que la spécialité, en fonction de leur moyenne des 3 années d'études secondaires. Avoir une bonne moyenne est donc essentiel pour ceux qui veulent continuer leurs études, surtout s'ils ont une vocation professionnelle bien précise.

La participation forcée, telle qu'elle vient d'être décrite avec des exemples concrets, ne rime pas avec les articles 12, 13, 14 ou 28 et 29 de la CDE. Une éducation basée sur la contrainte est loin de «favoriser l'épanouissement que l'éducation de l'enfant et le développement de ses dons et de ses aptitudes mentales et physiques, dans toute la mesure de leurs potentialités» (art. 29) et elle est encore plus éloignée d'«inculquer à l'enfant le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales» (art. 29). Comme l'explique le même article 29 de la CDE, l'éducation doit aussi viser à «préparer l'enfant à assumer les responsabilités de la vie dans une société libre, dans un esprit de compréhension, de paix, de tolérance, d'égalité entre les sexes et d'amitié entre tous les peuples et groupes ethniques, nationaux et religieux, et avec les personnes d'origine autochtone». Le gouvernement cubain a signé et ratifié cette Convention. Cependant, des pratiques qui portent atteinte à la liberté d'expression, de pensée, et de conscience des enfants sont officiellement établies, ordonnées et accomplies par le personnel scolaire en charge des centres éducatifs. Un système éducatif comme celui-ci ne

⁴⁹ a. participer aux convocations et mobilisations politiques et patriotiques; b. connaître et respecter les symboles et attributs patriotiques; c. Se sentir orgueilleux d'être cubain; d. Aimer la révolution et reconnaître ses réussites; e. être anti-impérialiste (reconnaître l'impérialisme yankee comme ennemi de la révolution cubaine et des peuples, savoir pourquoi); f. connaître et respecter nos lois; g. participer à la préparation politique; h. s'informer sur les événements nationaux et internationaux (presse, TV, etc.); i. participer activement aux *matutinos* et autres activités pour les pionniers; j. participer aux assemblées de pionniers; k. être réflexif, réceptif, critique et auto-critique. (trad.)

peut pas être considéré comme un des *logros*⁵⁰ de la Révolution. Et ceci sans même mentionner la mauvaise qualité de l'éducation avec des *maestros emergentes* et des enseignants mal préparés qui vendent les notes de leurs examens⁵¹.

Pruebas finales – 10.00 cuc
Pruebas intrasemestrales o Trabajos de Control Parcial – 5.00 cuc
Controles sistemáticos – 3.00 cuc
Pase anticipado con otro padre (ya no hay guaguas) – 10.00 cup

Tableau 1. Tarifs des examens dans une école pré-universitaire. Retrieved from <http://espaciodeelaine.wordpress.com/2010/06/24/inmunidad-educacional-tendiendo-a-infinito/>

J'aimerais conclure ce chapitre avec une citation qui résume magistralement ce qui est devenu l'éducation cubaine:

Where there is no freedom of speech, there can be no guarantee that the education being provided is itself conducive to freedom of thought. The possibility remains, in other words, that the educational process itself is impeding access – either unwittingly or deliberately – to certain truths and insights that might be of immense value both to the individual and to society in general.

[...]

In brief, an education which does not afford or cultivate the freedom to cast doubt on its own value is not an education worth having. Failure in education, on this view, is any educational process in which those questions are never raised. (Harris, 2009, p. 125)

⁵⁰ Mérites, réussites (trad.)

⁵¹ Sur le sujet, voir des articles et des témoignages rédigés par Yoani Sánchez: <http://www.desdecuba.com/generaciony/?p=3604>, <http://www.desdecuba.com/generaciony/?p=1369>, http://www.desdecuba.com/generaciony_fr/?p=19, <http://www.desdecuba.com/generaciony/?p=2957>, et par Elaine Díaz: <http://espaciodeelaine.wordpress.com/2010/06/24/inmunidad-educacional-tendiendo-a-infinito/>.

5. PARTICIPER DEPUIS LA DIFFÉRENCE

L'Etat cubain est loin d'admettre qu'un individu puisse diverger par sa pensée ou son comportement de ce qu'il a établi et légitimé. Tout changement doit provenir de *plus haut*. En d'autres mots, toute initiative doit être ordonné par les représentants du gouvernement; elle doit être officielle. Il est interdit de questionner les stratégies de l'Etat, même si on le fait dans l'intention d'améliorer le *socialisme* en place à Cuba.

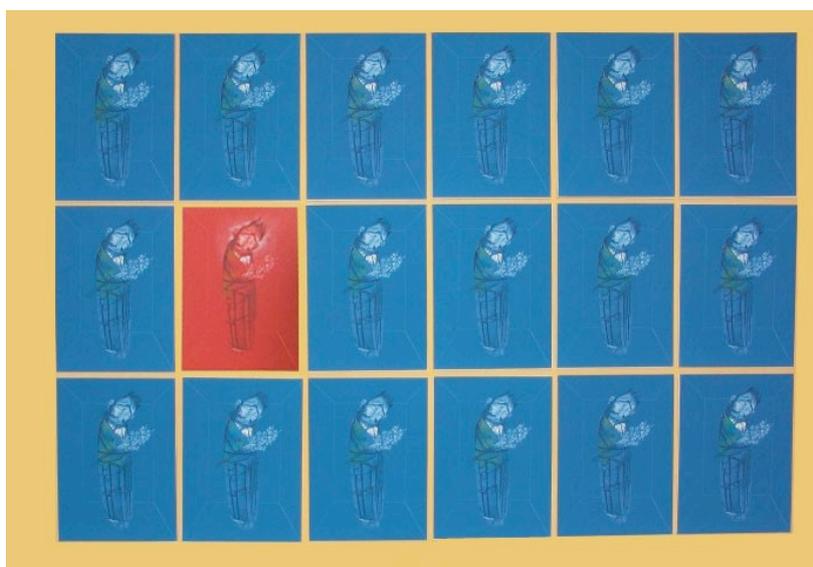


Figure 10. *El disidente* de Pedro Pablo Oliva.
Retrieved from www.pedropabooliva.com

Malgré ce fait, il y a des Cubains qui choisissent de suivre un autre chemin et de faire entendre leur voix. Les individus qui affichent un comportement déviant du discours de l'Etat, sont catalogués en tant que dissidents, traîtres à la Révolution, contre-

mercenaires, ou terroristes. Dans le discours officiel, ces *étiquettes* sont des synonymes. D'habitude, il s'agit de Cubains qui sont en désaccord soit avec la position du gouvernement, soit avec des aspects moins compromettants du *fidelisme*, ou encore, simplement, avec ce qu'ils perçoivent comme des injustices dans leur quotidien. Dans un pays qui opprime la différence, comment la diversité se manifeste-t-elle à Cuba ?

Le nombre d'expressions de mécontentement contre le régime, à travers des manifestations culturelles, est incalculable. Au niveau de la musique, nombreux sont les artistes et chansons bannis ou interdits dans l'espace public, tels que par exemple, le groupe *Los Aldeanos*, le groupe *Porno para Ricardo* ou l'auteur-compositeur Pedro Luis Ferrer. Dans le monde de l'audiovisuel, Eduardo del Llano, réalisateur et scénariste de cinéma qui se considère comme

un homme de gauche, a critiqué et satirisé les paradoxes de l'île, à travers sa série *Nicanor O'Donnell*, entre autres. D'autres artistes, écrivains ou journalistes se sont aussi manifestés publiquement lors d'entretiens réalisés à l'étranger ou à travers leurs blogs personnels, et sont aussi bannis de l'espace public cubain.

Fenómeno blogger

Le *fenómeno blogger* est une nouvelle tendance qui encourage la liberté d'expression à travers des blogs. Ce dernier regroupe les blogueurs cubains qui publient des articles sur leurs blogs sans aucune autorisation officielle. Le *fenómeno blogger* a été déclancé par la création du blog *GeneracionY* par Yoani Sánchez en 2007. A partir de ce moment, des Cubains qui ressentaient le besoin de s'exprimer ou de faire connaître leur quotidien se sont lancés dans l'aventure d'ouvrir un blog. Le gouvernement cubain a essayé différentes méthodes pour asphyxier ces voix virtuelles. Les procédés employés par l'état ont été très diversifiés: enlèvements de personnes, intimidations, incarcérations, campagnes de diffamation,

expulsions d'étudiants ou de professeurs de l'enseignement supérieur, etc. A l'heure actuelle, les autorités cubaines se sentent très menacées par la portée de la liberté d'expression des blogueurs cubains. La preuve est la contrattaque que les médias officielles ont lancée contre cette prétendue *ciberguerra* (d'après le gouvernement cubain l'instigateur de cette guerre serait la CIA), en calomniant les



Figure 11. *Caricature* de Garrinchi.
Retrieved from <http://garrix.blogspot.com>

blogueurs cubains, action qui, au final, a surtout servi à les faire connaître du grand public.

Une minute de liberté

Un acte culturel qui mérite d'être cité, est la performance réalisée par Tania Bruguera lors de la dixième édition de la Biennale à La Havane en 2009. L'artiste a décidé d'ouvrir des microphones, à travers lesquels tout spectateur pouvait s'exprimer librement sur un sujet quelconque. Evidemment, suite aux interventions déviantes du discours officiel, certains participants à cette action ont été réprouvés dans la presse nationale. Mais ce qui est le plus important à relever, est le fait que des Cubains, sans aucune distinction ont pu s'exprimer en tant que citoyens pendant une minute chacun. Dans la vidéo que l'on peut retrouver sur internet (latierraenmarte, 2009), un jeune de vingt ans affirme qu'il ne s'est jamais senti aussi libre dans sa vie (latierraenmarte, 2009). D'après ce qu'on peut retenir de cette vidéo amateur, il n'y a pas beaucoup de jeunes participants de moins de 18 ans, peut-être aucun. Le cas échéant, des enfants seraient-ils montés sur le podium s'exprimer? Les enfants et les jeunes cubains profitent-ils des ouvertures démocratiques de ce type pour s'exprimer? Existe-il à Cuba des structures qui répondent à ce besoin, à ce droit qui est aussi un droit des enfants? Je me garde de dire que les organisations ou les institutions officielles telles que l'OPJM ou le système éducationnel cubain offrent l'ouverture nécessaire pour ce faire. Du côté de la dissidence non plus en partie à cause du paternalisme transmis de l'Etat aux adultes.

L'insatisfaction avec le système en place s'extériorise plus ouvertement dans la sphère

politique. Le grand nombre de démonstrations qui se déroulent, ont comme but d'introduire des changements dans le modèle cubain actuel, et de réclamer le droit de pouvoir exercer des droits démocratiques. Ceci a conduit d'une part, à l'apparition de plusieurs mouvements sociaux, partis d'opposition, ou associations, qui s'investissent dans la promotion de la citoyenneté.⁵² D'autre part, des citoyens, sans être nécessairement affiliés à des groupes politiques, ont aussi trouvé des moyens de réclamer leurs droits. On peut penser par exemple aux marches telles que les marches silencieuses comme celles des *Damas de Blanco*, ou encore aux grèves de la faim telle que celle de Guillermo Fariñas⁵³ qui a abouti à la libération

⁵² Par exemple, la Comisión Cubana de Derechos Humanos y Reconciliación Nacional, l'Asociación Jurídica Cubana, entre autres.

⁵³ Prix Sakharov 2010

de quelques prisonniers politiques, ou celle d'Orlando Zapata Tamayo, qui n'a pas survécu après 85 jours de lutte.

Parmi ces manifestations de mécontentement contre le régime en place, on remarque l'absence des enfants. Je voudrais clarifier que je ne prétends, en aucun cas, qu'un enfant doit mettre sa vie en péril en faisant une grève de la faim ou en utilisant la violence. Il existe des méthodes non-violentes pour demander ses droits. La médiation, la persuasion, la protestation ou d'autres interventions non-violentes sont utilisées par des enfants et des adultes dans d'autres pays. Ce qui est sûr, c'est qu'il

L'obstination, l'intransigeance, la cruauté, l'insensibilité devant la communauté internationale du gouvernement britannique face au problème des patriotes irlandais en grève de la faim jusqu'à leur mort, font penser au Moyen Age. Que les tyrans tremblent devant les hommes qui sont capables de mourir pour leurs idées après 60 jours de grève de la faim! A côté de cet exemple, que représentent les trois jours du Christ aux enfers, symbole du sacrifice humain pendant des siècles? C'est maintenant de mettre fin, par le biais de dénonciation et pression de la communauté internationale, à cette atrocité répugnante!

Fidel Castro 18-08-1981

58 Conférence de la Union Interpalamentaire

devrait avoir un moyen d'encourager les enfants à exercer leur droit à s'exprimer librement. A mon avis, un des facteurs nécessaires manquant actuellement aux enfants dans leur quête de revendiquer leur place à côté des citoyens *critiques* adultes, constitue l'accès à l'information.

L'information et le débat public

Etre informé sur les sujets qui nous concernent est sans doute un pré-requis pour pouvoir exercer une bonne participation. Pour soutenir une cause ou la rejeter, il faut en connaître ses enjeux. Pour cela, le débat public joue un rôle essentiel. Le débat public à propos de toute question imaginable a une incidence sur la formation des valeurs. En outre, il enrichit et nourrit les débats concernant un sujet. C'est pour cela que la liberté de presse, comme outil pour faciliter le débat public, devrait non pas être bannie à Cuba, mais fortement encouragée. Amartya Sen, approfondit la réflexion à ce sujet:

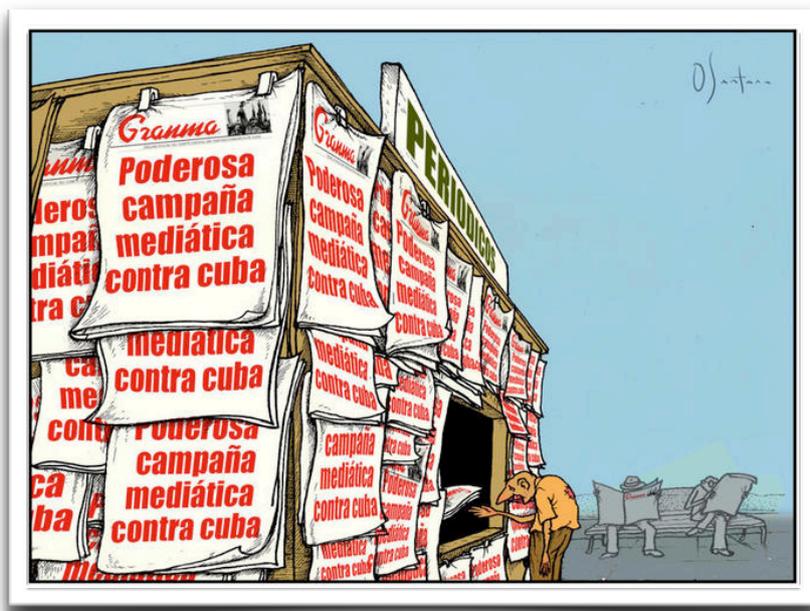


Figure 12. Caricature. Retrieved from <http://www.elnuevoherald.com/2011/05/18/943501/jueves-19-de-mayo-2011.html>

Le *public* de ces débats doit être perçu comme participant actif du changement et non comme le récepteur passif et docile des instructions émit au sommet de la pyramide du pouvoir. (2004, p. 274)

Le prix Nobel vise juste sur un point clé du débat public: les acteurs ne sont pas des citoyens passifs,

mais ils doivent se comporter en tant que participants au débat. Mais comment le faire à Cuba, où tous les instruments médiatiques sont contrôlés par l'Etat?

All Social-Democratic literature must become Party literature. Every newspaper, journal, publishing house, etc., must immediately set about reorganizing its work, leading up to a situation in which it will, in one form or another, be integrated into one Party organization or another. (Goldfarb, 1978, p. 921)

A Cuba, le gouvernement reste fidèle à ses principes. Ainsi, il ne reste que internet où la censure est difficilement applicable. Malheureusement, le pouvoir étatique peut toujours limiter l'accès et interdire les connexions privées. Peu d'entités et d'institutions ont le privilège d'y avoir accès. Seuls les touristes et quelques Cubains assez fortunés pour payer la somme exorbitante d'environ 6 euros de l'heure, ont la possibilité de surfer sur la toile via les connexions hôtelières. Le personnel médical et les employés de certaines institutions culturelles ou politiques ont accès à un Intranet cubain.

Ecouter des points de vue autres que celui de l'Etat, avoir la possibilité de poser des questions à d'autres personnes ou partager des informations, ne peut que servir à promouvoir une meilleure prédisposition des personnes à la participation. Néanmoins, et même si ce n'est pas vraiment un délit, il est interdit de le faire pour la population de l'île. Ce dont le

gouvernement cubain ne se rend pas compte, c'est que le fait d'avoir accès à divers points de vue ne servirait pas seulement à éclairer les opinions divergentes, mais aussi à changer de fausses idées répandues parmi une grande partie des habitants de Cuba. Pour n'en citer qu'un exemple, les Cubains qui croient encore au rêve américain pourraient s'apercevoir que les *ends* ne sont pas toujours *happy* pour leurs voisins du Nord. Mais l'Etat cubain craint, et non pas sans raison, que, le jour où les Cubains auront l'opportunité de former leur propre opinion sur les politiques du gouvernement cubain et sur le monde, ils commencent à se poser des questions telles que: «est-ce vrai que le modèle cubain est le meilleur du monde?». Ou encore, «peut-on organiser une nouvelle révolution par internet?», à l'exemple des mouvements qui ont eu lieu récemment en Afrique du Nord. Quelques fois, certains cubains eux-mêmes, sur un ton humoristique, doivent reconnaître que les moyens d'information officiels, au lieu d'*informer*, *desinforman*⁵⁴. Ce n'est pas faux.



Figure 13. Caricature de Garrinchi.
Retrieved from
<http://garrix.blogspot.com>

Sans vouloir entrer dans une discussion sur le sujet, on ne peut pas parler d'internet sans parler de ses risques et ses dangers. Sur la toile, on rencontrera toujours de la perversion, des mensonges, des manipulateurs, et beaucoup d'autres vices. Nonobstant, il ne s'agit pas de *tuer la bête* parce qu'elle est malade, mais de *prendre soin et de prévenir ses maux*. Mieux vaut des campagnes de sensibilisation que d'incivilité. L'accès à internet représente aussi une porte ouverte à la pédophilie. Pour éviter ces dangers, des ONGs et d'autres institutions spécialisées lancent continuellement des campagnes de prévention et de sensibilisation destinées non seulement aux enfants, mais aussi aux adultes.

Permettre aux enfants d'avoir accès à plusieurs moyens d'information serait bénéfique pour toute la société. Il y a de fortes chances que des enfants mieux informés puissent participer d'une façon plus active et plus authentique à la prise de décision ou à l'élaboration de projets les concernant. Ceci devrait entraîner une plus grande adhésion et un intérêt accru des enfants aux projets auxquels ils pourraient eux-mêmes contribuer. Il est important que la société

⁵⁴ Au lieu de renseigner, donnent les mauvais renseignements (trad.)

comprenne la valeur et les bénéfices que la participation des enfants peut lui apporter. Jusqu'à présent, les enfants cubains ont été exclus non seulement par le gouvernement, mais aussi par les opposants du système. Le droit des enfants à s'exprimer librement et à participer activement à la société cubaine devrait cesser d'être une utopie et devenir une réalité.

6. SITUATION DES DROITS HUMAINS À CUBA VU PAR DES INSTITUTIONS INTERNATIONALES ET DES ORGANISATIONS NON-GOUVERNEMENTALES

Comme déjà soulevé par plusieurs spécialistes, la participation peut être vue comme un droit dont d'autres découlent. Mais il est aussi nécessaire de remarquer que l'exercice ou non d'autres droits influe sur la participation:

Rights are invisible and inter-dependent. Human rights – for that is what children's rights are - include the whole range of civil, political, social, economic and cultural rights. Denying certain rights undermines other rights. (Freeman, 2007, p.7)

A ce propos, j'aimerais présenter succinctement l'avis émis par quelques organisations internationales sur le respect des droits humains à Cuba. J'ai choisi des organisations qui sont présentes à Cuba ou qui se sont manifestés par rapport à la situation de droits humains dans l'île. Ces organisations sont les suivantes:

Spécialisées dans les droits humains en général:

- Human Rights Watch
- Amnesty International

Spécialisées en droits de l'enfant:

- Fond des Nations Unies pour l'Enfance (ci-après Unicef)
- Organisation des Nations Unies pour l'Education (ci-après Unesco)

Human Rights Watch (ci-après HRW) et Amnesty International (ci-après AI)

En Janvier 2011, HRW a publié une étude sur les conditions des droits humains dans plus de 90 pays et territoires. Dans le chapitre dédié à Cuba, HRW a soulevé quelques points essentiels pour comprendre de quelle manière y sont violés les droits humains:

Liberté d'expression

- Cuba est le seul pays d'Amérique latine qui réprime presque toutes les formes de dissidence politique.
- Depuis que Raúl Castro repris les fonctions de chef d'Etat de son frère Fidel Castro, il maintient des structures légales et institutionnelles pour la répression.
- Le gouvernement maintient un monopole sur les médias de l'île pour s'assurer que la liberté d'expression soit presque inexistante.

Prisonniers politiques, détentions arbitraires et dangerosité

- Le gouvernement cubain a libéré plus de 40 prisonniers politiques, les forçant presque tous à l'exile.
- Il reste encore de nombreux journalistes, de défenseurs de droits humains, et de dissidents derrière les barreaux.
- Le gouvernement a pratiqué de plus en plus de détentions arbitraires de courte durée pour punir ses critiques.
- Le gouvernement de Raúl Castro s'est souvent appuyé sur la provision de *dangerosité* du code pénal qui permet à l'Etat d'emprisonner des individus avant qu'ils aient commis un crime.

Défenseurs des droits humains

- En 2010, le gouvernement cubain a continué à appliquer la conformité politique à travers l'usage de persécutions politiques, assauts, harcèlements, négations d'emploi, et des restrictions de voyager.
- La loi cubaine défend les droits humains fondamentaux, mais autorise en même temps la pénalisation d'individus qui essaient de les exercer.

- Un nombre restreint de journalistes indépendants s'agencent pour rédiger des articles pour des sites étrangers ou maintiennent des blogs indépendants, et sont publiés à l'aide de connexions internet illégales, ou dictés à des personnes qui se trouvent hors de Cuba.
- Seul un nombre très réduit de Cubains ont accès à des informations provenant de l'extérieur.
- Le gouvernement cubain nie le statut légal des groupes de droits humains.

Restrictions sur les déplacements et séparation familiale

- Le gouvernement interdit fréquemment à des citoyens lorsqu'ils bénéficient d'un voyage à l'étranger autorisé, d'amener leurs enfants, les utilisant comme garantie du retour de leurs parents.
- Il est interdit aux citoyens cubains de sortir ou de rentrer dans le territoire national sans avoir une autorisation officielle.

Conditions dans les prisons

- Les conditions des prisons sont tellement mauvaises qu'elles sont source de malnutrition et de maladies.

Acteurs internationaux clés

- En 2010, l'Union Européenne a renouvelé sa «Position Commune» qui encourage la coopération économique avec Cuba dans le but de favoriser sa transition vers une démocratie pluraliste et le respect des droits humains.
- L'embargo économique des Etats Unis sur Cuba, en place depuis plus d'un demi-siècle, continue à imposer des privations au peuple cubain et n'a rien fait pour améliorer la situation des droits humains dans l'île.
- En 2009, le gouvernement américain a éliminé toutes les restrictions de voyage à Cuba pour les exilés résidents aux Etats Unis.

Le rapport inclut aussi des exemples concrets de violations des droits humains. Pour sa part, AI a aussi produit des rapports sur l'état des droits humains à Cuba. Le dernier, qui traite des violations de 2011 est déjà accessible dans leur site web. Le rapport de AI reprend la quasi-totalité des thèmes traités dans celui de HRW. Le seul élément nouveau est celui concernant le

maintien de la peine de mort. Cependant, AI signale que les 3 derniers condamnés ont vu leur sentence commuée en peine de 30 ans.

Ni HRW, ni AI sont des organisations spécialisées dans les droits de l'enfant. Néanmoins, les droits de l'enfant, qui est aussi un acteur social et un citoyen, font partie des droits humains. Défendre ces derniers, c'est aussi défendre les premiers.

Unicef et Unesco

Parmi les quatre organisations retenues, Unicef est la plus proche des enfants. Contrairement à HRW et à AI, Unicef loue la performance du gouvernement concernant les droits des enfants. Les informations publiées dans le site web de la représentation locale, informent le lecteur des accomplissements réussis par le gouvernement cubain en coopération avec les programmes d'Unicef. La représentation locale d'Unesco fait de même.

Education	Data
Taux d'alphabétisation des jeunes 2009 (15-24 ans) Hommes et Femmes	100 %
Taux de scolarisation dans le primaire 2005-2009, brut, Hommes et Femmes	104 et 103% respectivement
Taux de scolarisation dans le secondaire 2005-2009, brut, Hommes et Femmes	90 et 89% respectivement
Taux de mortalité infantile (0/00)	5
Taux de redoublants, primaires	1 %
Taux de transition du primaire au secondaire	98 %
Ratio élèves/enseignant (primaire)	10

Tableaux 2. Quelques indicateurs sur l'éducation à Cuba selon l'Unicef et l'Unesco

Tant l'Unicef que l'Unesco basent leur analyse sur les statistiques de l'Organisation des Nations Unies (ONU). Appuyé sur des paramètres tels que le *taux de scolarisation*, Cuba est très bien positionnée sur des listes au niveau régional et mondial. D'après ces chiffres, la situation de Cuba en matière d'éducation et de santé est l'une des meilleures sur les deux niveaux.

Discussion

Il est curieux de remarquer que sur les listes de pays où les droits humains sont les plus violés, Cuba se trouve aussi en tête. Cela semble paradoxal.

Quant aux chiffres, ce n'est pas leur fiabilité qui pose problème. C'est plutôt ce que ces chiffres représentent ou non. Dans le cas de Cuba, les chiffres révèlent une situation qui semble presque paradisiaque pour un pays en voie de développement. On doit reconnaître qu'il y a un énorme mérite à faciliter l'accès des enfants à l'école. C'est encore bien plus remarquable du fait qu'elle est gratuite, et qu'il en soit de même pour le matériel scolaire. Le taux d'analphabétisme est presque nul. Mais ces chiffres sont-ils suffisants pour ne pas se préoccuper de la situation des droits de l'enfant à Cuba? Signifie-t-il que les droits des enfants à l'éducation sont vraiment respectés dans l'île? Il me semble que non. Pour affirmer ceci, il suffit de s'interroger sur les droits de l'enfant cubain à la participation. D'un côté, l'enfant est obligé, dans une certaine mesure, de participer aux activités orientées par la direction de son école et des décideurs politiques. De l'autre, il ne lui est pas recommandé de s'interroger sur ce que le gouvernement a établi, ou d'exprimer son avis personnel si celui-ci n'est pas conforme au régime. L'information qu'il reçoit semble partielle et biaisée, inspiré par la haine contre tout ce qui se différencie et dévie du discours imposé par l'Etat. En outre, l'enfant cubain est immergé dans une société paternaliste où il n'y pas encore de vrais mécanismes pour recueillir sa parole, et encore moins de volonté pour la placer au même niveau que celle d'un adulte. La preuve est qu'entre les voix dissidentes du pays, aucune ne provient d'un enfant ou d'un jeune de moins de 18 ans. Parmi toutes les violations des droits humains

dénoncées par HRW ou AI, une seule concerne un enfant, et cela parce que les parents y sont concernés eux aussi.⁵⁵

Si d'un côté HRW et AI ignorent les violations des droits humains chez les enfants à Cuba, Unicef et Unesco font de même, ce qui est d'autant plus grave, puisqu'il s'agit d'organisations qui traitent directement avec les enfants. Selon leur discours officiel, il paraîtrait que Cuba est un des Etats où la CDE est mieux respectée. A part les chiffres, y a-t-il d'autres arguments pour affirmer cette hypothèse? L'analyse d'un extrait du rapport d'une conférence sur le thème *Social Justice in Cuba: Now and in the Future*, tenue en 2008 en Italie, pourrait aider à comprendre l'attitude d'Unicef à Cuba :

Much of the bi- and multi-lateral aid to Cuba is channeled through international aid and development organizations, which usually focus on key programming areas such as sustainable agricultural development, gender equality, the elderly, urban/rural development, etc. [...] Moreover, the Cuban government requires that all foreign aid be channeled through state agencies and that foreign organizations work with specific local partners, all of which are in some way connected to the state. In practice this means that donors and aid/development organizations have very little control and say over the use and distribution of their aid and thus have little ability to independently support grassroots initiatives and needs. In May 2006 further limits to international cooperation were introduced as part of the Cuban government's efforts to recentralize the economy, making it even more difficult for international agencies to support autonomous development efforts on the island. Additional barriers cited by many foreign aid/development organizations include the lack of transparency, negligence by government agencies and high levels of corruption. (Fernández & Hansing, 2008, p. 7)

Ce qui me paraît le plus regrettable dans le comportement d'Unicef concernant les droits des enfants à Cuba est, le constat qu'en donnant sa totale approbation au système éducatif cubain, Unicef ne fait que rendre service au régime totalitaire régnant. Le même régime qui essaie de faire croire au monde que les enfants cubains jouissent de tous leurs droits. Le gouvernement cubain aurait-il trouvé un bon allié chez Unicef?

⁵⁵ Un exemple est celui des enfants qui ne peuvent pas accompagner leurs parents en voyage à l'étranger, puisqu'ils servent de garantie pour le gouvernement que ses parents vont revenir.

IV. ENQUÊTE SUR LE TERRAIN

1. RENCONTRE AVEC LES ENFANTS CUBAINS

Dans le cadre de ce travail de recherche, je tenais à inclure l'avis des enfants sur la participation, puisque c'est un sujet qui les concerne. L'objectif premier consistait à connaître leur avis, mais aussi à leur offrir l'opportunité de s'exprimer librement sur le sujet. Néanmoins, il est évident qu'il m'est impossible de considérer chacun de leurs mots comme une vérité incontestable. Dans le contexte socio-politique cubain actuel, l'endoctrinement des enfants est tellement fort que beaucoup d'enfants modifient inconsciemment leur discours, pour qu'il soit conforme à ce qu'ils croient être attendu comme réponse. L'un des buts de ces entretiens était précisément de pouvoir réaliser ce constat.

Grille d'entretien

Pour mener à bien les entretiens, j'ai élaboré une sorte de grille d'entretien. Je dis, une sorte, parce que le but n'était pas de poser des questions une par une, mais d'entamer une sorte de discussion avec l'enfant, dans laquelle les thèmes que je voulais aborder, apparaîtront au fur et à mesure de notre conversation. Ceci dans le souci d'éviter la reproduction du discours officiel. (*c.f.* Annexe 1)

Ce *modus operandi* n'était pas ce que j'avais prévu de faire dans un premier temps. J'avais imaginé utiliser le kaléidoscope de l'expérience, outil didactique conçu par le professeur universitaire et investigateur, Daniel Stoecklin, pour mener l'enfant, d'une façon ludique, à une réflexion des cinq dimensions de la vie proposée par le disque. Malheureusement, les enfants et les jeunes interviewés n'étaient pas enclins à consacrer le temps qui aurait été nécessaire pour expliquer et mettre en pratique les vertus du kaléidoscope. De surcroît, mon inexpérience dans son utilisation lors des entretiens a créé un obstacle au bon déroulement de l'interview. Je regrette de ne pas avoir été capable de m'appuyer sur le kaléidoscope pendant les entretiens, car cela aurait probablement servi aux enfants à remettre en question certaines de leurs attitudes.

Population cible

Les enfants interviewés, au nombre de 19 au total, avaient entre 10 et 17 ans. La relation entre l'âge, le sexe et le niveau scolaire est reflétée dans le tableau suivant:

Âge	Filles	Garçons	Total
10 - 11 ans	2	3	5
12 - 13 ans	4	1	5
14 - 15 ans	1	4	5
16 - 17 ans	2	2	4
Total	9	10	19

Tableau 3. Relation entre l'âge, le sexe et l'année scolaire des interviewés

Comme nous pouvons le constater, la relation entre le nombre de filles et de garçons est équilibrée, tout comme la répartition par tranche d'âge. Cet équilibre était essentiel afin de donner à chacun les mêmes opportunités pour s'exprimer. En outre, les réponses obtenues ne sont donc pas le reflet d'un unique point de vue ou d'une seule catégorie.

Si j'ai choisi d'interviewer des enfants qu'à partir de 10 ans, c'était pour des raisons d'éthique surtout liées au fait que je cherchais à avoir le droit d'interviewer les enfants avec leur accord direct. J'ai aussi pris en compte la capacité de l'enfant à répondre aux types de questions que j'avais prévus de leur poser. L'âge minimum de 10 ans était choisi, donc, de manière arbitraire, le considérant comme l'âge qui correspondait le mieux aux deux pré-requis énoncés.

Entrer en contact avec les enfants n'a pas été une tâche facile. Comment contourner la clôture invisible d'interdiction de l'Etat de réaliser des recherches sur des thèmes censurés? La question de demander une autorisation à un établissement scolaire ne se posait même pas. Je souhaitais rester discrète jusqu'à la fin de mes recherches, par crainte d'être interdit de séjour

sur le sol cubain. Cela pourrait ressembler à de la paranoïa, mais quelques mois après mon départ, le professeur Ted Henken de l'Université de la ville de New York a quitté Cuba en sachant que sa récente visite serait sa dernière, selon ce qui lui avait été communiqué par les autorités cubaines lors de son départ à l'aéroport (Henken, 2011). Son apparent délit avait consisté à interviewer des blogueurs de différentes tendances politiques, y compris révolutionnaires. On lui a aussi récriminé le fait d'être ami avec Yoani Sanchez. Il semblerait qu'aux yeux du gouvernement cubain cela constitue un crime.

Finalement, c'était à travers un projet social mis en place par l'église catholique, que j'ai eu l'opportunité de rencontrer des enfants cubains. Par la même occasion, des locaux, au sein d'un immeuble ecclésiastique, ont été mis à ma disposition pour mener les entretiens.

Ce qui est dit dans un dialogue est peut-être influencé par les conditions ou les facteurs externes dans lesquels l'entretien se déroule. Parmi ces facteurs, on pourrait citer l'intervieweur ou le lieu.

L'intervieweur

En tant qu'intervieweur, aux yeux des enfants, je n'étais pas simplement une étudiante cubaine menant une recherche académique pour une université en Suisse. Pour ces enfants, j'étais quelqu'un *qui réside à l'étranger* et qui voulait leur poser des questions. L'idée de que j'étais une touriste était renforcée par le fait que peu de personnes cherchent à interviewer un enfant ou un adulte, si ce n'est dans un cadre institutionnel. De plus, ma physionomie, très distante du stéréotype cubain, ne rassurait pas mes interlocuteurs. Mais, avoir le label de touriste, n'est pas, d'habitude, un motif pour se méfier de la personne. Au contraire, les Cubains aiment généralement avoir l'opportunité d'établir des contacts avec les touristes, parce qu'ils représentent, aux yeux de beaucoup, soit une source économique, soit une source d'information, ou encore, la possibilité d'entrer en contact avec une autre culture. Néanmoins, quand il s'agit d'un étranger qui vient poser des questions, tous, adultes et jeunes, s'en méfient. Derrière cette crainte, il y a dans la plupart des cas, une certaine *«paranoïa*

*provinciana*⁵⁶», comme dirait Orlando Luis Pardo Lazo (yumated, 2011), mais il s'y mêle aussi la peur que ce qui a été dit puisse être utilisé par les autorités à leur rencontre. Après quelques malheureux exemples, les Cubains ont appris que le gouvernement ne voit pas d'un bon œil qu'ils se rapprochent des touristes, et encore moins qu'ils répondent à leurs questions. Cette phobie des touristes et de leurs questions est d'autant plus forte, si les questions relèvent du domaine politique. Donc, pour faire comprendre aux enfants qu'ils pouvaient me faire confiance, j'ai dû les rassurer en leur expliquant qu'une des bases de l'entretien était le total anonymat des participants. De même, j'ai évité de leur poser des questions directes concernant la politique ou le gouvernement, pour que la véracité de leur réponse ne soit pas compromise. En plus, je me trouvais dans des locaux d'une institution ecclésiastique. Ainsi, il n'était pas question non plus de compromettre l'image de l'Eglise, si les parents croient que leurs enfants, au lieu d'assister à un entretien sur la participation leurs enfants auraient subi un questionnaire politique.

Le cadre

Comme je l'avais mentionné précédemment, les entretiens se sont toujours déroulés dans des locaux appartenant à des institutions religieuses. Dans les mêmes immeubles où nombreux de ces jeunes participent à des ateliers de création d'arts manuels, de danse, d'informatique, ou autre. Pour cette raison, il est probable que les réponses des jeunes interviewés, s'ils abordaient le sujet des ateliers, aient été un peu biaisées.

Dans l'ensemble, la durée des entretiens était proportionnelle à la longueur des réponses des enfants. C'est-à-dire, tant que le jeune avait des choses à dire, l'interview ne s'arrêtait pas. En moyenne, les interviews ont duré 30 minutes, peu d'entre eux ont duré moins longtemps, et seulement quelques-unes ont dépassé les 45 minutes.

Vu à la durée et le nombre d'entretiens à réaliser dans un délai si court, j'ai souhaité les enregistrer avec l'accord des participants. Si cette technique m'a été d'un grand secours, elle

⁵⁶ Paranoïa provincial (trad.)

avait aussi un côté négatif. Se savoir enregistré, a pu éventuellement freiner, voir affecter ce que les enfants voulaient exprimer.

2. RÉSULTATS ET ANALYSE DES ENTRETIENS

Même si l'utilisation du kaléidoscope n'a finalement pas été envisageable, j'ai décidé d'organiser les réponses des participants suivant la logique et les dimensions du kaléidoscope.

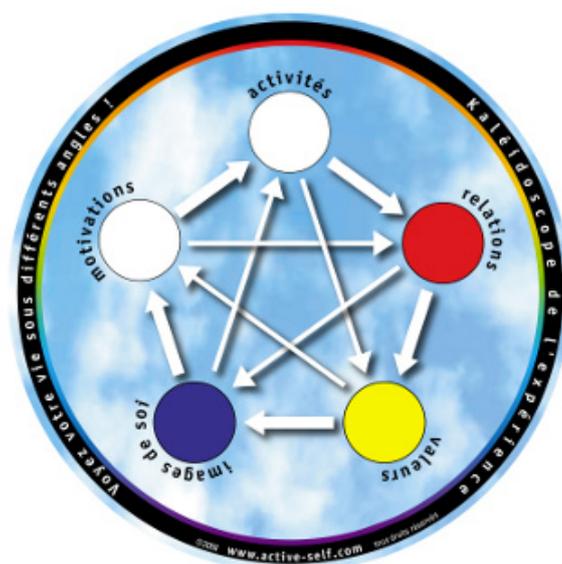


Figure 14. Kaléidoscope de l'expérience

Activités

Les enfants et les jeunes ont nommé une série d'activités qu'ils faisaient dans leur quotidien. Les activités les plus fréquemment citées sont les suivantes:

Organisées à l'école ou en relation avec l'école:

- aller à l'école
- étudier
- visites de musées

- *Círculos de interés*⁵⁷
- participer aux concours
- participer aux activités programmées par l'école telles que:
- des défilés, des assemblées, la *guardia pioneril*, la surveillance des urnes, des célébrations des congrès.
- des chœurs, des danses, etc.
- faire le ménage de la salle de classe
- participer les samedis aux campagnes de protection contre l'*ædes ægypti*

Hors du cadre scolaire:

- manger, se doucher, dormir
- jouer
- pratiquer du sport: football, baseball
- aider dans les tâches domestiques
- aller aux ateliers de l'église
- collaborer avec les responsables des ateliers (les moins jeunes)
- faire des sorties avec ses copains
- rendre visite à la famille

Il y a eu des remarques faites par une minorité des interviewés concernant la participation à quelques activités ludiques organisées par l'école. Comme ces activités ne sont pas ouvertes à tous les élèves, seuls ceux qui ont participé aux activités dites *obligatoires* seront sélectionnés.

Une deuxième activité citée par quelques adolescents était celle consistant à faire le ménage de leur salle de classe. Parfois le samedi, ou un autre jour, les élèves doivent nettoyer leur salle. D'après un des témoignages, ce nettoyage était le résultat d'une décision du groupe. Dans un deuxième témoignage, c'était une façon d'occuper les élèves de l'école secondaire le samedi matin.

En général, on peut constater que la majorité des activités réalisées par le groupe interviewé sont des activités qui se rapportent à la vie scolaire. A peine quelques activités extra-scolaires

⁵⁷ Cercles d'intérêt (trad.) Il s'agit de cours dont le but est de sonder la vocation professionnelle chez l'enfant.

sont mentionnées. Des jeux, par exemple, ne sont pas mentionnés, comme ne le sont pas non plus des activités qui se réalisent en famille. En pratique, j'ai demandé aux interviewés de raconter un jour typique de leur vie. Les enfants ont, donc, évoqué des activités qu'ils font régulièrement.

Relations

De façon presque unanime, les enfants et les jeunes interviewés qualifieraient les relations avec leurs camarades de classe, d'autres enfants, ou les membres de leur famille comme étant «bonnes». En revanche, quant à la relation qu'ils entretenaient avec les enseignants, les avis sont partagés. Une partie du groupe affirme que l'éducateur est abordable, et que les élèves ont l'opportunité de proposer des idées ou de lui faire part de leurs inquiétudes, tandis que l'autre remarque que le respect, l'écoute ou le professionnalisme ne faisaient pas partie du code de conduite de leur enseignant. Des exemples sont donnés de professeurs qui insultent ou qui crient contre élèves ou à d'autres instituteurs. Les enfants se sont aussi plaints du langage inapproprié utilisé par les enseignants avec les écoliers, ainsi que de l'usage de la force physique dans quelques cas. La question que l'on pourrait se poser est pourquoi personne n'a rien dit? D'ailleurs, je l'ai posée, et la réponse a été: «ça ne changerait rien».

En contraste avec le paysage scolaire, les interviewés ont affirmé que leur relation avec les adultes qui les encadraient dans les ateliers à l'église, était plus ouverte et respectueuse des bonnes manières. Ils ont aussi souligné que s'ils se sentent proches d'eux, c'est parce que ces instructeurs leur font confiance et essaient de discuter avec eux de leurs problèmes et inquiétudes. Selon les propres mots d'une des jeunes: «avec les professeurs gèrent les ateliers, il y a plus de place pour la discussion; à l'école, c'est l'enseignant qui a le dernier mot». Comme je l'ai déjà relevé, ces réponses peuvent être un peu biaisées. Malgré le principe de l'anonymat de répondants, les jeunes ont quand même pu craindre que je rapporte leur discours à la directrice des ateliers.

La relation avec leur famille a été peu évoquée. Et lorsqu'ils en parlaient, c'était toujours pour affirmer combien leur famille les soutenait dans leurs choix et leurs décisions. Ils ont toujours avoué entretenir de magnifiques relations avec leurs parents.

En ce qui concerne leurs relations avec les adultes de façon globale, les opinions varient. En fait, le type de relation dépendrait de l'adulte et de l'âge de l'enfant. Si quelques-uns considèrent que leurs avis sont pris en compte par des adultes, d'autres jeunes, plus âgés, ont confessé que quand ils étaient à l'école primaire, ils n'étaient pas pris au sérieux par les adultes. Mais, dès la fin de l'école secondaire, ils ont été plus écoutés par leurs aînés.

Valeurs

Parmi les valeurs qui résultent des relations qu'entretient l'enfant avec ses copains, ses enseignants, ou sa famille, ils ont été nombreux à énumérer les suivantes:

- solidarité
- amitié
- préoccupation des autres
- respect
- responsabilité

Une remarque particulière a attiré toute mon attention. Il s'agit d'une jeune fille qui a affirmé qu'il y a des fois où les enseignants détruisent les valeurs que nos parents nous ont transmises. Ils utilisent un langage vulgaire, avec des gros mots, qui au lieu de «*formar, deforman*»⁵⁸. On peut penser que ces enfants, qui sont quotidiennement en contact avec des maîtres d'école dont les comportements et les valeurs ne correspondent pas à ceux d'un vrai enseignant, pourraient finir par imiter ces comportements violents et irrespectueux. C'est sûrement le cas de beaucoup d'entre eux, malheureusement. Par chance, il existe aussi d'autres formateurs qui, en revanche, vont essayer d'inculquer aux enfants des valeurs plus en conformité avec le respect de la personne humaine. La majorité des enfants interviewés ont prétendu qu'ils apprécient énormément non seulement les connaissances qu'ils acquièrent dans les ateliers, mais aussi la formation éthique.

⁵⁸ Former, déforment. (trad.)

Image de soi

Quand les enfants faisaient référence à eux-mêmes, ils avaient tendance à se voir comme étant de bons élèves, respectueux, disciplinés, et qui participaient aux activités de l'école. Rarement, ils ont essayé de se comparer à d'autres enfants en démontrant un sentiment de supériorité. Il est évident que reconnaître ses défauts et ses erreurs devant quelqu'un d'autre, n'est pas une tâche facile, et encore moins s'il s'agit d'un inconnu. De ce fait, je comprends les réserves des enfants.

En traitant le sujet de la capacité de décision des enfants, j'étais surprise qu'une écrasante majorité ne se considère pas capable de prendre des décisions. Ils laissent leurs aînés (pas nécessairement des adultes, ils ont aussi fait référence à des jeunes un peu plus âgés qu'eux) décider pour eux. En revanche, ils ont reconnu disposer de la capacité de faire des choix simples.

Motivations

Les motivations pour participer aux activités varient selon ces dernières. Pour les activités organisées par l'école, les jeunes et les enfants ont formulé des phrases comme:

«il faut le faire pour éviter des problèmes», «c'est comme ça», «ça me plaît», «je passe un bon moment avec mes copains», et «j'apprend de nouvelles choses».

En nous basant sur les réponses recueillies, nous pouvons donc conclure qu'assister aux activités organisées par l'école, culturelles ou politiques, est vu comme une obligation, mais qui apporte aussi du plaisir. Un des jeunes de 10ème grade nous raconte:

Par exemple, quand il faut aller à la *Marcha de las antorchas*⁵⁹, je n'aime pas trop. Il faut se lever à 4 heures du matin pour être au point de rendez-vous à temps, et on ne peut pas *fallar*⁶⁰, les professeurs n'apprécient pas. Les élèves qui n'assistent pas au défilé, auront des soucis avec leur note d'Education Physique. Si quelqu'un est malade, il devra présenter un certificat médical. Certains prennent le risque de ne pas y aller, mais le lendemain ils viennent à l'école avec leur mère qui doit justifier l'absence devant le directeur. Mais, moi j'y vais, car je passe un bon moment.

⁵⁹ Marche des torches (trad.)

⁶⁰ Manquer (trad.)

Une des activités organisées par la FEEM⁶¹ dans les écoles pré-universitaires sont les assemblées d'étudiants. Selon un des interviewés, une assemblée est «*donde te ponen avalado, no avalado, cumplidor, no cumplidor*» dans la salle de classe. Si l'élève est «*cumplidor*» pendant 4 mois consécutifs, il reçoit la «*Condición 28 de Enero*», qui lui permet, par exemple, d'aspirer à devenir membre de l'UJC⁶². Selon la même source, il y a des enfants qui restent indifférents à cette *motivation*. Cependant, il peut s'avérer important d'obtenir toutes les *conditions*, puisqu'ils sont les pré-requis pour participer à d'autres activités telles que des concerts ou des sorties organisées par l'école. Seuls les enfants «*cumplidores con todo*»⁶³ vont être éligibles.

En parlant du cours *Préparation pour la défense*, un autre jeune trouve qu'il est très utile d'«apprendre à marcher, de savoir quoi faire lors d'une évacuation». Mais sa motivation principale est «d'être prêt pour une guerre quand elle arrivera». Cette attitude est cohérente avec la campagne de la peur poursuivie par le gouvernement. Les autorités font croire au peuple qu'il existe de façon permanente la menace presque matérialisée d'une attaque des Etats Unis contre Cuba. Cette crainte pourrait répondre au désir de l'Etat de faire croire à la population que les difficultés économiques existantes sont préférables à la guerre. Des cours comme celui-ci, qui est dispensé trois fois par semaine (d'autres sujets comme les mathématiques ont moins d'heures dans le programme) ne font qu'amplifier cette peur.

Concernant les activités organisées en dehors du cadre scolaire, les enfants souhaitent s'y joindre afin de «ne pas perdre du temps à rien faire», «apprendre de nouvelles choses», «se préparer pour l'avenir», «partager du temps avec ses amis», ou «s'amuser».

Pour pouvoir participer à la vie de la société, les enfants et les jeunes doivent être informés correctement de leurs droits, et disposer de moyens pour accéder à cette information. Les enfants cubains s'appuient sur les canaux d'informations suivant:

⁶¹ Fédération d'étudiants de l'enseignement secondaire. Equivalent de l'OPJM à l'école primaire.

⁶² Union de Jeunes Communistes

⁶³ Qui ont tout accompli. (trad.)

- les panneaux dans les écoles
- les ordinateurs dans les écoles, mais sans connexion à internet
- la transmission orale des informations
- les livres et les bibliothèques

Ce qui m'a semblé étonnant c'est le fait qu'aucun des enfants ne s'est plaint de ne pas avoir internet. C'est peut-être du au fait que pour souhaiter quelque chose, il faut d'abord connaître son existence. Deuxièmement, ils peuvent aussi se dire que demander internet ne changerait rien. Ce ne sont pas eux, les *petits*, qui ont la capacité, ou le pouvoir de décision.

Dans le cadre de ce travail, j'ai voulu savoir si les jeunes et les enfants connaissaient ou avaient entendu parler des droits de l'enfant, à l'école ou ailleurs. A l'exception d'un ou deux, les autres interviewés ont répondu affirmativement à ma question. Pour la plupart, les droits de l'enfant se résument en:

- étudier
- participer aux activités de l'école
- être discipliné
- porter l'uniforme correctement
- présence et ponctualité à l'école

Il m'a vraiment surpris de constater que les droits mentionnés par les enfants ont plutôt la forme de *devoirs* que de *droits*. Eux-mêmes n'estiment pas avoir le droit de pouvoir jouir de droits autres que les droits vitaux comme le droit à la vie ou à la non-discrimination. Dans ces conditions, ils ne exigeront pas non plus leur droit à la liberté d'expression et de pensée, ou d'être entendu et de donner son avis à toute question l'intéressant. Le problème de la reconnaissance du droit de participation des enfants cubains a un double enjeu: il faut non seulement l'inculquer aux adultes, mais aussi aux bénéficiaires: les enfants.

Relations entre les cinq dimensions du kaléidoscope

Des cinq dimensions analysées dans le kaléidoscope, les *motivations* semblent être d'une grande importance pour comprendre les autres. Selon les réponses données par les jeunes, la participation aux activités organisées par l'école est une obligation qui n'est pas discutable. C'est-à-dire, que la *participation* des enfants à ces activités n'est pas considéré comme de la *participation* dans le sens de la CDE. Leur motivation n'est pas le fruit du libre arbitre, mais d'une contrainte. De ce fait, assister à des défilés ou à des marches dans le seul but d'éviter des problèmes, ou en d'autres mots, participer à des activités dont le sens est vide pour l'enfant, a une incidence sur les valeurs de cet enfant. Si les adultes qui entourent l'enfant, tels que les enseignants, exigent un tel comportement de sa part, le jeune pourrait croire que *faire semblant* fait partie des normes morales de la société.

De surcroît, être forcé à participer, sans avoir son mot à dire ou sans avoir l'opportunité de dialoguer ne ferait que souligner l'image d'incapacité ou d'impuissance qu'ont ces enfants d'eux-mêmes, selon les entretiens réalisés. Si l'enfant considère qu'il est un être incapable, il est logique qu'il ne puisse essayer de changer ce contre quoi il est en désaccord. Surtout, s'il n'a pas connaissance des outils qui lui sont nécessaires pour réclamer des changements, c'est-à-dire, ses droits. Les motivations de l'enfant sont donc, influencées par les informations qu'il reçoit (e.g. de la part de ses enseignants) sans pouvoir, pour autant, se forger sa propre opinion par manque de renseignements (e.g. pas de connexion internet). Comme l'enfant n'a pas d'accès à d'autres sources d'information que les médias officielles contrôlés par l'état, il sera enclin à croire ce qui lui est inculqué par ces moyens. Ainsi, on se retrouve en face d'un jeune qui, à l'image de l'adulte cubain, se croit être victime des possibles guerres ou attaques terroristes en permanence. Comme résultat, au lieu de penser aux moyens pour sauvegarder la paix, il se sent plutôt dans l'obligation de se préparer pour la guerre.

D'autres enfants, qui ont peut-être des parents ou des amis qui les encouragent à réaliser d'autres types d'activités telles que des ateliers de danse, d'informatique ou dans le domaine des arts, pourraient avoir l'opportunité de connaître un autre type de relation adulte-enfant. Selon les témoignages des enfants, leur relation avec les instructeurs des ateliers était plus ouverte et plus démocratique que celle entretenue avec leur enseignants à l'école. Les valeurs

issues d'une relation où la contrainte et la violence sont remplacées par le dialogue et le respect, auront une répercussion positive sur l'image que l'enfant a de lui-même. De cette manière, les motivations de l'enfant à participer (aux activités) seraient remises en question. Il pourrait réfléchir au but de sa participation, et s'il est d'accord avec celle-ci. Un enfant qui a compris qu'il a une opinion à faire valoir devant d'autres personnes et qu'il a des droits, aura plus de chances d'éviter d'être manipulé par des adultes. Mais, bien sûr, la seule volonté de faire valoir ses droits n'est pas suffisante. Il faut aussi avoir les moyens et les opportunités pour le faire.

V. DISCUSSION PROSPECTIVE SUR LA PARTICIPATION DES ENFANTS À CUBA

1. CRISE DU SYSTÈME DE VALEURS

Sur leur île des Caraïbes, les Cubains, et bien évidemment aussi les enfants vivent encore dans le paternalisme. Un paternalisme qui leur demande non seulement de se taire, mais aussi: «ouvre la bouche car je suis ta voix» (Thery, 2002). Cette forme de paternalisme fait partie de la volonté de l'Etat d'exercer son pouvoir sans interférence d'aucun citoyen, adulte ou enfant, (non officiellement désigné) en les forçant à soutenir sa politique. De cette manière, le gouvernement non seulement réduit et freine les différentes formes possibles de dissidence, mais se garantit aussi un soutien massif du peuple à sa dictature. Ce soutien peut être traduit par la participation forcée du peuple au totalitarisme tropical: le *fidelisme*.

Pour les enfants, cette participation forcée est exercée à travers le système éducatif cubain et inspirée du modèle comportemental qu'ils reçoivent des adultes. Comme il a été illustré à plusieurs reprises dans ce travail, le système éducatif cubain et les organisations de masse y présentes s'efforcent de faire de l'enfant une marionnette aux mains de l'Etat. Le discours revendiquant qu'«un bon élève est celui qui participe aux activités que l'on organise», peut être crédible pour l'enfant. Cependant, la participation forcée ne doit pas être considérée comme de la participation. Premièrement, elle n'est pas volontaire, et deuxièmement, elle invalide les critères et les points de vue des individus. Il ne faut pas oublier que l'enfant a aussi le droit de ne pas vouloir s'impliquer ou participer aux activités. Le droit à la participation est un droit et non pas une obligation. Ne pas voir la participation de cette manière-là, et forcer les individus à participer, implique aussi une violation à la liberté de la personne.

Forcer les individus à participer peut engendrer des valeurs telles que la double morale et le mensonge, des valeurs qui sont très présentes aujourd'hui dans le paysage social cubain. Les parents ou les adultes ne partageant pas le point de vue du gouvernement, et montrant un

comportement opposé à ses principes en public, sont en train de donner un mauvais exemple aux jeunes. Quand les jeunes générations comprennent que les fonctionnaires du gouvernement cubain n'ont pas gagné leur fonction grâce à leur compétences dans le domaine qu'il occupe, mais à cause de leur inconditionnalité au régime *fideliste*, il devient facile pour ces jeunes de penser qu'il vaut mieux marcher dans les pas de la révolution, voir simuler son engagement politique, dans le but d'avoir la garantie de pouvoir profiter pleinement de ce que le système cubain peut offrir. C'est ce que l'on a pu constater avec les exemples des élèves qui participent aux activités organisées par le gouvernement et qui ont comme motivation l'obtention d'une bonne note. Inévitablement, ce comportement n'est pas restreint à la sphère politique, mais il est aussi présent dans la sphère sociale. Le manque de participation y a contribué.

Cette dernière est accentuée à Cuba par l'absence de structures et d'espaces permettant de l'exercer, ainsi que par le manque d'accès à l'information ou de sa manipulation. Quand des actions de grande envergure, en opposition à la politique de l'Etat, ont lieu, l'information retransmise à la population par l'Etat, devient rare, partielle et déformée. L'objectif étant toujours de contrôler au maximum ce que doit penser la population. Si la manipulation ne fonctionne pas, il reste à l'Etat et à ses représentants, la possibilité d'affirmer leur pouvoir par la force physique plutôt qu'instaurer un dialogue afin de résoudre les conflits.

Comme des enfants ont témoigné lors de mes entretiens, il y a des enseignants qui au lieu du dialogue, utilisent la force physique pour résoudre des problèmes. Dans le monde du sport, c'était un athlète cubain qui, lors de Jeux Olympiques de Pékin, a adressé un *high-kick* au visage de l'arbitre pour lui montrer son mécontentement face à sa décision. Pire encore, l'exemple plus récent de Madame le Consul de Cuba à Oslo. Après avoir insulté à une jeune fille norvégo-cubaine qui filmait une manifestation pour réclamer la démocratisation de l'île, le Consul lui aurait planté ses dents dans la main (Libération, 2010). On pourrait justifier ces exemples comme étant des cas isolés. Néanmoins, il existe une vraie politique de l'Etat à vouloir institutionnaliser la violence comme moyen de résolution de conflits. Un des exemples le plus flagrant est le document qui circule dans le milieu du travail intitulé: *Plan contra altercaciones del orden y disturbios contrarrevolucionarios*⁶⁴. L'Etat incite les

⁶⁴ Plan contre les altercations de l'ordre et dérangement contre-révolutionnaire. (trad.)

employés de chaque bureau à utiliser des «*palos, cabillas, cables*»⁶⁵ pour rejeter les dites actions contre-révolutionnaires. (c.f. Annexe 3)

L'utilisation de la violence est une entrave au droit participatif et citoyen d'un individu. Les conflits opposant l'Etat au citoyen doivent se résoudre à travers le dialogue et la discussion publique. Mais le gouvernement ne permet pas la participation de citoyens adultes à leur résolution. Les enfants, eux, ont encore moins de chance de parvenir à se faire entendre.

Une autre conséquence du manque de participation des enfants est le sentiment de dévalorisation qu'ils peuvent ressentir. Même si les entretiens menés dans le cadre de ce travail ne peuvent pas être considérés comme étant concluants, on ne peut pas s'empêcher de reconnaître qu'il est frappant qu'aucun des interviewés considère qu'il a les capacités nécessaires pour prendre des décisions. Il semblerait que refuser aux enfants leurs droits citoyens contribue à minimiser leur propre image, ce qui les rend plus vulnérables aux abus, à l'exploitation et à la marginalisation dans la société (Theis, 2010, p. 344)

Des enfants plus vulnérables, sont probablement plus enclins à développer des comportements déviants. A la fois affecté par le manque de participation comme par la participation forcée, il leur sera plus facile de tomber dans des conduites déviantes telles que la prostitution ou des activités illicites. Comme on ne peut pas ne pas participer (Majeurs, 2008), il ne manqueront pas d'enfants qui chercheront à avoir une reconnaissance sociale à travers ses activités, mis à part le besoin réel ou non de la rétribution économique qu'ils reçoivent.

Dans une société qui aspire à un changement économique et politique, le facteur social doit être pris en considération, y compris chez les enfants et chez les jeunes. Il serait naïf et irresponsable d'imaginer qu'avec un changement du type de régime politique tous les problèmes de la société cubaine seraient aussitôt résolus. Faux! Certes, passer d'un régime totalitaire à un régime démocratique entraînerait des changements de la perception que l'Etat a de ses citoyens et des droits auxquels ils auront accès. Néanmoins, pour que ce nouveau système marche, il est essentiel de changer aussi une partie du système de valeurs prédominantes. Nombreux sont ceux qui ne voudraient pas que Cuba vive la même transition

⁶⁵ Des bâtons, des morceaux de fer, des câbles. (trad.)

du socialisme au capitalisme que l'ex Union soviétique a vécue. Mais, en quoi cela pourrait être le destin de Cuba? Comme signalé par Amartya Sen concernant le cas de l'Union soviétique et des pays de l'Est, le problème résidait dans les valeurs de l'ancienne société:

De toutes les difficultés rencontrées par l'Union soviétique et les pays de l'Est, les plus importants tiennent sans doute à l'absence de structures institutionnelles et de règles de comportement adaptée au fonctionnement du capitalisme. Les codes et les institutions, dotés de leur logique propre et admis par tous, sont devenus la norme dans les économies développées mais, bien que nécessaire, ils sont difficiles à mettre en place sur les vestiges d'une *économie planifiée*. (Sen, 2000, p. 263)

Donc, s'il faut commencer à penser à modifier le système de valeurs sous-jacentes aux transactions économiques cubaines, pour qu'elles reposent enfin sur la confiance mutuelle et le respect de la liberté individuelle (Sen, 2000) et non pas sur le mensonge et la fraude comme est le cas dès nos jours, il faudrait faire de même avec le code des interactions entre les individus de la société cubaine:

[...] fuller participation if children cannot be achieved without structural changes in society as a whole; but the participation of children has to be part of such a process of social and structural transformation. (Percy-Smith & Thomas, 2010, p. 357)

2. IMPACT DE LA PARTICIPATION DES ENFANTS SUR LA SOCIÉTÉ CUBAINE

Faire comprendre, tant aux adultes qu'aux enfants, l'importance de la participation des enfants et des jeunes dans la société cubaine actuelle, devient une condition primordiale pour introduire des changements dans le système de valeurs actuelles.

Quand les enfants ont l'opportunité de participer, ils peuvent acquérir des compétences qui seront utiles pour la société comme celle de la résolution des conflits ou la prise de décisions (Kränzl-Nagl, 2010, p. 172). Par exemple:

Children's devotion of their time to to community concerns can help improve their communities while changing their standing within the community as a result of changes to the way adults view children.

Cela voudrait dire que le fait que des enfants participent et s'engagent dans leurs communautés servirait aussi à changer la vision que les adultes ont d'eux, possiblement à travers des relations qu'ils pourraient établir avec les adultes. Cette relation favoriserait aussi la communication et la compréhension inter-génération (Theis, 2010, p. 348). D'ailleurs, un souci qui tient toujours à cœur des adultes, consiste en le sort des propriétés et des biens sociaux. La consultation et la participation des enfants au processus de décision d'achat des matériaux dont les usages les concernent, par exemple, accroîtrait chez eux un sentiment de respect leur égard (Kränzl-Nagl, 2010, p.171).

Participer résulte aussi en bénéfice à toute la société, quand les enfants agissent en tant que citoyens responsables:

Girls and boys who are empowered to form and defend their own opinions, who are aware of their skills and needs and have experienced practical democratic decision making are competent, responsible citizens who will contribute to a society's development. (Kränzl-Nagl, 2010, p.172)

Participer peut aussi être un moyen pour accéder à d'autres droits, surtout pour des enfants qui habitent dans des environnements pauvres ou conflictuels (Percy-Smith & Thomas, 2010, p. 357). Dans une société comme celle de Cuba, où à cause du totalitarisme étatique et de la violence certains droits humains ne sont pas respectés, participer pourrait, donc, permettre aux jeunes et aux enfants cubains d'exiger leurs droits.

3. PROMOUVOIR LE DROIT À LA PARTICIPATION DES ENFANTS CUBAINS

Quelques considérations à prendre en compte avant de se lancer dans des projets de promotion de la participation des enfants et des jeunes

Comme nous avons déjà constaté dans ce travail, il est difficile d'encourager la participation des citoyens cubains à une société qui est saturée d'appel à la participation: «il faut participer au défilé», «il faut participer au CDR»⁶⁶. Il est nécessaire d'éduquer les citoyens cubains à la participation volontaire. Dans le cas spécifique des enfants, il faudrait faire de la place aux

⁶⁶ Comité de Défense de la Révolution: organisme qui se dédie à la surveillance des individus dans le quartier.

enfants pour qu'ils puissent exercer la participation correctement, sans ne jamais perdre de vue qu'elle doit rester *volontaire*. Je tiens à clarifier qu'exercer ses droits en tant que citoyen ne fait pas de la personne un politicien. Parmi ceux qui critiquent la manipulation des enfants par l'Etat cubain, beaucoup affirment que la participation est trop politisée. Je suis du même avis, mais je crois aussi que l'enfant doit être initié aux lois de son pays et à une éducation citoyenne dans le but de faire de lui un meilleur citoyen. Ce qu'il faudrait éliminer du système éducatif cubain n'est pas la matière «Education civique», mais l'objectif et la méthodologie de l'enseignement et veiller à ce que des considérations telles que celle de participer aux «*convocatorias y movilizaciones políticas y patrióticas*»⁶⁷ ne fassent plus partie des critères d'évaluation d'un élève.

Une question que les adultes travaillant avec des enfants devraient se poser serait de savoir quelles sont leurs motivations pour travailler avec eux. Beaucoup de nouveaux enseignants dans les écoles cubaines ne s'engagent en tant que professeurs que pour échapper au service militaire obligatoire les garçons (en sont exonérés s'ils s'engagent comme enseignants), ou pour avoir au moins une rémunération économique certes faible, mais garantie. En conséquence, les élèves se retrouvent face à des enseignants qui au lieu de «former, déforment».

Quand on veut travailler avec des enfants, il faut aussi garder à l'esprit que le droit à la participation n'est pas un cadeau que les adultes offrent aux enfants: c'est leur droit. D'ailleurs, on le reconnaîtrait plus facilement si on comprenait que les enfants sont des citoyens non seulement à l'âge adulte, mais qu'ils le sont déjà aujourd'hui.

Un point à ne pas oublier et celui concernant la forme de transmission des informations aux enfants. Du aux différences évolutives entre les enfants et les adultes, la communication doit se faire dans un langage *child-friendly*, pour qu'elle soit effective.

⁶⁷ Les activités politiques organisées par le gouvernement. (trad.)

Quelques pistes pour encourager la participation des enfants à Cuba

Etant donné qu'on ne devient pas citoyen d'un jour à l'autre et que «la participation s'apprend progressivement» (Dewey, as cited in Zermatten & Stoecklin, 2009, p. 97), il serait raisonnable de commencer à promouvoir la participation effective des enfants cubains dès aujourd'hui. Pour cela, je vais énumérer une liste d'actions qui pourraient conduire à l'encouragement et l'amélioration de la participation des enfants à Cuba. Cette liste est adressée à toute personne qui souhaiterait faire évoluer la situation des droits des enfants cubains:

- i. Création d'ateliers, de cours, de revues sur le thème des droits de l'enfant. Ces activités seraient destinées tant aux enfants, qu'aux adultes. Les enfants eux-mêmes, d'après ce que ont montré mes entretiens, ne sont pas conscients de leurs droits. Pour pouvoir les exercer, il faut d'abord les connaître. Les adultes aussi sont loin d'être des experts sur le sujet.
- ii. Etablir et créer des contacts avec des organisations nationales et internationales spécialisées dans le domaine des droits de l'enfant, ainsi qu'avec des groupes de jeunes, intéressés à coopérer au profit de la promotion et de la défense des droits de l'enfant à Cuba.
- iii. Favoriser et encourager l'apparition d'espaces pour la création artistique ou intellectuelle des enfants. Les enfants cubains ont peu d'espaces *démocratiques* où ils se sentent en confiance pour parler ou agir librement. Avoir des espaces est aussi primordial par leur relation avec le pouvoir: « *power often resides with those who can act as game-keepers* » (Mannion, 2010, p.333). La plupart des espaces publics à Cuba sont contrôlés et surveillés par les représentants de l'Etat. D'après ce que les jeunes et les enfants ont exprimés lors de mon enquête, ils se sentent écoutés et pris en considération dans les ateliers de l'église. En plus, ceux-ci leur offrent l'opportunité de s'épanouir artistiquement sans avoir des contraintes quant au contenu (politique) de leurs activités⁶⁸.

⁶⁸ Les activités réalisées lors de ces ateliers n'ont pas de caractère religieux.

- iv. Encourager et favoriser la participation des enfants à des cours sur les nouveaux médias: blogs, twitter, facebook, etc. dans le double but de s'informer et de les utiliser comme outils pour dénoncer des violations de leurs droits.
- v. Encourager et faciliter la création de groupes (formés par des enfants) pour dénoncer des violations et se soutenir mutuellement.
- vi. Encourager et faciliter la médiation des enfants. Dans un cours de médiation que j'ai suivi à l'IUKB, j'ai élaboré un travail sur un projet de médiation à Cuba pour développer la participation à travers la médiation entre pairs (*c.f.* Annexe 2).

VI. CONCLUSION

Dans ce travail, le thème de la participation des enfants a été traité de façon globale, ce qui est à la fois une force et une faiblesse. Le point positif qu'on a pu tirer de cette façon de faire est que l'on a pu constater le lien très étroit qui existe entre les différents droits humains, et comment le respect ou la violation d'un de ces droits peut entraîner le respect ou la violation d'autres. Cependant, il a été très ambitieux de ma part de prétendre le réaliser en à peine quelques pages. Par conséquent, des aspects tels qu'une possible différence dans la participation entre les filles et les garçons, ou entre les enfants et les jeunes selon leur âge, n'ont pas pu être abordés.

Du point de vue pratique, la recherche sur le terrain n'a pas été aussi riche qu'elle aurait pu l'être. Surmonter les obstacles mis en place par le gouvernement pour éviter l'échange bilatéral d'informations entre les citoyens résidents à Cuba et les personnes qui viennent de l'extérieur n'a pas toujours été facile. Outre les restrictions établies, la crainte d'être expulsé du territoire cubain pour avoir rencontré des personnes *non gratas* m'a retenue plus d'une fois dans mes démarches. Le simple fait de dévoiler le thème de cette recherche éveillait de l'étonnement chez mon interlocuteur qui se demandait à quoi servait une telle investigation si ce n'était qu'à me chercher des problèmes. En outre, pendant les entretiens, j'ai aussi dû éviter de poser des questions que je croyais pertinentes pour la recherche par souci d'être mal comprise. Par exemple, des questions orientées vers la perception de la manipulation chez les interviewés n'ont pas pu être posées.

Participer dans un régime totalitaire n'est pas une tâche facile. Ça ne l'est pas pour les adultes, et ça l'est encore moins pour les enfants. Avec ce travail je cherchais à rendre compte des obstacles que les enfants cubains doivent affronter pour participer et les voies qu'ils utilisent pour le faire. Il m'a fallu donc faire la distinction entre la participation forcée qu'endurent les enfants et la participation dans le sens plus large invoquée dans la CDE, notamment à travers les articles 12, 13, 14, 28 et 29. De toute évidence, faire participer les enfants sous contrainte n'est pas synonyme d'une vraie participation. Dans le premier cas de figure, l'enfant est perçu presque comme un objet manipulable à volonté; dans le deuxième, l'enfant est un acteur

social qui, comme signalé par Stoecklin (2009), interagit avec son environnement. Suivant cette distinction, la participation de l'enfant en tant qu'acteur n'est pas encouragée. D'un côté, l'Etat cubain fait d'énormes efforts pour la freiner. De l'autre, les groupes dissidents de la société cubaine, qui luttent pour exercer leurs droits citoyens, semblent avoir oublié que les enfants, leurs enfants, ont aussi le droit à la participation en tant que citoyens. Faire comprendre aux adultes cubains en général, et aux enfants en particulier les bienfaits de la participation des jeunes et des enfants à la construction de la société est une tâche titannique. Mais elle n'est pas irréalisable. La première phase, et la plus difficile peut-être, est de changer l'image que nous avons des enfants. Le besoin et le droit des enfants aux protections et aux soins sont, sans aucune hésitation, vitaux pour le bon développement de l'enfant, de la même façon que l'est la participation. Certes, les enfants sont «*la esperanza del mundo*»⁶⁹ comme l'a affirmé José Martí, mais seulement parce qu'ils peuvent, dès maintenant, contribuer au changement pour un monde plus juste. Il suffit de leur laisser une chance de le faire. Cela était une des prétentions de ce travail: servir en quelque sorte à encourager les adultes et les enfants cubains à tenter de travailler ensemble pour construire une société plus juste et plus respectueuse des droits humains, y compris des droits de l'enfant.

⁶⁹ Les enfants sont l'espoir du monde. (trad.)

VII. RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Aguirre, B. E. (2002). Social control in Cuba. *Latin American Politics and Society*, 44, 67-98.
- Amnesty International. (2011). Rapport 2011: la situation des droits humains dans le monde. Retrieved May 1, 2011 from <http://www.hrw.org/en/world-report-2011/cuba>
- Castro, F. (n.d.). In *Wikipedia*. Retrieved May 28, 2011 from http://fr.wikipedia.org/wiki/Fidel_Castro
- Castro Ruz, F. (2010). *Mensaje de Fidel a los estudiantes*. La Habana: Oficina de publicaciones del Consejo de Estado.
- Código Civil*, adopté le 16 juillet 1987 par l'Assemblée Nationale del Poder Popular. Retrieved April 7, 2011 from <http://www.gacetaoficial.cu/html/codigo%20civil%20lib1.html>
- Código de la Familia*, adopté le 14 février 1975 par le Poder Ejecutivo del Consejo de Ministros. Retrieved April 7, 2011 from <http://www.gacetaoficial.cu/html/codigo%20de%20lafamilia.html#D2>
- Código de la Niñez y la Juventud*, adopté le 30 juin 1978 par l'Assemblée Nationale del Poder Popular. Retrieved April 7, 2011 from <http://www.unicef.cu/docs/familia.pdf>
- Constitución de la República de Cuba*. (2010). La Habana: My. General Ignacio Agramonte.
- Convention relative aux Droits de l'Enfant*, adopté le 20 novembre 1989 par l'Assemblée Générale des Nations Unies, Resolution 44/25, UN doc. A/44/25.
- Cruz Martinez, Y. (2009). Participación sociopolítica de niñas y niños cubanos: la Organización de Pioneros *José Martí* como puerta de entrada. Tesis de Maestría, Facultad de Psicología, Universidad de la Habana.

Cubadebate. (2010, May 1). *Cumple hoy 10 años el concepto de Revolución de Fidel*. Retrieved May 3, 2011 from <http://www.cubadebate.cu/noticias/2010/05/01/cumple-hoy-10-anos-el-concepto-de-revolucion-de-fidel-video/>

Fernández, D., & Hansing, K. (2008). *Social Justice in Cuba: Now and in the Future*. Bellagio Conference Report. Retrieved April 15, 2011 from <http://www.cubasource.org/pdf/Social%20Justice%20in%20Cuba%20report%20Fernandez-Hansing%2005-22-2009.pdf>

Freeman, M. (2007). Why it remains important to take children's rights seriously. *International Journal of Children's Rights*, 15, 5-23.

Goldfarb, J. C. (1978). Social bases of independent public expression in communist societies. *The American Journal of Sociology*, 83 (4), 920-939.

Gómez, R. (n.d.). El desarrollo del capitalismo y del movimiento obrero en Europa durante el siglo XIX. Retrieved April 7, 2011 from http://www.cubaeduca.cu/index.php?option=com_content&view=article&id=8266:octavomoderna-sugerencias-u2&catid=406&Itemid=79

Harris, R. (2009). Freedom of speech and philosophy of education. *British Journal of Educational Studies*, 57(2), 111-126

Henken, T. (May 4, 2011). Esta será tu última vez - Memorias de la última conversación que tuve en Cuba [Blog post]. Retrieved May 5, 2011 from <http://elyuma.blogspot.com/2011/05/esta-sera-tu-ultima-vez-memorias-de-la.html>

Human Rights Watch. (2011). *Human Rights World Report*. Retrieved May 1, 2011 from <http://www.hrw.org/en/world-report-2011/cuba>

latierraenmarte (Poster). Tania Brugera 1 de 5. El susurro de Tatlin 2009. 10ma Bienal de La Habana. [Video]. (September 10, 2009). Retrieved April 21, 2011 from <http://www.youtube.com/watch?v=B3KOV26APIM&feature=related>

latierraenmarte (Poster). Tania Brugera 3 de 5. El susurro de Tatlin 2009. 10ma Bienal de La Habana. [Video]. (September 11, 2009). Retrieved April 21, 2011 from <http://www.youtube.com/watch?v=VH8lgNpe91g&feature=related>

Libération. (May 26, 2010). Moedue par Madame le consul de Cuba à Oslo. Retrieved April 25, 2011 from <http://www.liberation.fr/monde/0101637689-mordue-par-mme-le-consul-de-cuba-a-oslo>

Majeurs, M. (2008). «Vox infantum» - Participation et citoyenneté de l'enfant. In Ferring, D., Hanson, K., Majeurs, M., Schmit, C., & Zermatten, J. (Eds.). *Les droits de l'enfant: Citoyenneté et participation* (pp. 4-10). Université de Luxembourg: Actes de conférences de l'école d'été.

Mannion, G. (2010). After participation: the socio-spatial performance of intergenerational becoming. In B. Percy-Smith & N. Thomas (Eds.), *A Handbook of Children and Young People's Participation* (pp. 330-342). London & New York: Routledge.

Martín, A. (April 12, 2011). Cuba: la educación como instrumento de la intolerancia. [Video]. Retrieved April 13, 2011 from <http://www.diariodecuba.com/multimedia/video/directora-de-una-escuela-llama-la-policia-porque-un-nino-defendio-las-damas-de-blan>

Ministerio de Educación. (1999). Precisiones para la dirección del proceso educativo. Secundaria Básica, Curso escolar 1999-2000. Retrieved April 6, 2011 from http://ematematicos.rimed.cu/module/profesor/visor_articulos.php?ver=articulos&cual=18&num=5&cat=1&Tip=sub&idMod=15

- Ministerio de Educación. (2006). *Proyecto de Escuela Secundaria Básica*. [Electronic version]. Retrieved April 6, 2011 from <http://mediateca.rimed.cu/media/document/995.pdf>
- Organisation des Nations Unies. (n.d.). *World Statistics Pocketbook: Cuba*. Retrieved May 25, 2011 from <http://data.un.org/CountryProfile.aspx?crName=Cuba#Social>
- Organización de Pioneros José Martí. (n.d.). In *Wikipedia*. Retrieved May 3, 2011 from http://es.wikipedia.org/wiki/Organización_de_Pioneros_José_Mart%C3%AD
- Parlement Européen. (2007). *Prix Sakharov pour la liberté de l'esprit 2007*. Retrieved May 3, 2011 from <http://www.europarl.europa.eu/document/activities/cont/200901/20090116ATT46488/20090116ATT46488FR.pdf>
- Perry-Smith, B., & Thomas, N. (Eds.). (2010). *A Handbook of Children and Young People's Participation*. New York: Routledge.
- Rico, P., Santos, E.M., Martín-Viaña, V., García, M., & Castillo, S. (2008). *El modelo de escuela primaria cubana: una propuesta desarrolladora de educación, enseñanza y aprendizaje*. La Habana: Pueblo y Educación. [Electronic version].
- Sánchez, Y. (2009, October 8). J'ai eu un foulard, et alors? [Blog post]. Retrieved April 21, 2011 from http://www.desdecuba.com/generaciony_fr/?p=557
- Sen, A. (2000). *Nouveau modèle économique: développement, justice, liberté*. Paris: Editions Odile Jacob.
- Sen, A. (2004). Elements of a theory of Human Rights. *Philosophy and Public Affairs*, 32(4), 315-356.
- Stoecklin, D. (2009). *Voir sa vie autrement. Le kaléidoscope de l'expérience*. Genève: Editions Jouvence.

- Theis, J. (2010). Children as active citizens: an agenda for children's civil rights and civic engagement. In B. Percy-Smith & N. Thomas (Eds.), *A Handbook of Children and Young People's Participation* (pp. 343-355). London & New York: Routledge.
- Thery, I. (2002). Nouveaux droits de l'enfant, la potion magique? *Revue Esprit*, 3(4), 1-25
- Totalitarianism. (n.d.). In *Encyclopædia Britannica*. Retrieved April 7, 2011 from <http://www.britannica.com/EBchecked/topic/600435/totalitarianism>
- Unicef. (n.d.). Statistiques: Cuba. Retrieved May 25, 2011 from http://www.unicef.org/french/infobycountry/cuba_statistics.html#77
- van Beers, H., Invernizzi, A. Milne, B. (Eds.). (2006). *Beyond article 12*. Retrieved February 8, 2011 from <http://childrensparticipation.blogspot.com/2007/08/good-introduction-to-theory-and.html>
- Woronov, T. W. (2007). Performing the nation: China's children as Little Red Pioneers. *The George Washington University Institute of Ethnographic Research*, 80, 647-672.
- yumated (Poster). OLPL: Desde la Plaza de Armas hasta New York. [Video]. (May 19, 2011). Retrieved May 21, 2011 from http://www.youtube.com/watch?v=7UGVGSmyzPM&feature=player_embedded#at=141
- Zermatten, J., & Stoecklin, D. (2009). *Le droit des enfants de participer. Norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social*. Sion: Institut international des Droits de l'Enfant.

VIII. ANNEXES

Annexe 1

Entrevista con los niños y jóvenes

Presentación:

- estudiante de una universidad en Suiza
- cubana
- conversación sobre el tema: un día típico de tu vida
- aprobación del niño - joven a participar en la entrevista

Premisas (establecer una relación de confianza con el niño/joven):

- anonimato de la entrevista
- conocer su opinión sobre algunas cosas
- no voy a juzgar las respuestas, ni el rendimiento académico
- todas las respuestas son validadas, no existe la buena o mala respuesta
- derecho de no responder
- sinceridad en la respuesta. se prefiere que no responda a que no hay sinceridad en la respuesta
- «no sé» también es una respuesta

Preguntas guías para la discusión :

- ¿Pudieras contarme lo que haces un día típico de tu vida?
- Con respecto a las actividades, ¿quién decide qué y cómo? ¿Conoces los objetivos? ¿Te gusta participar en esas actividades?
- ¿Qué te motiva/anima a hacer X? ¿Por qué participas en X? ¿Qué pasa si no participas?
- ¿Qué piensa tu familia de las actividades que realizas en la escuela o fuera?
- ¿Qué es lo que más te gusta de la escuela/taller?
- ¿Qué es lo que menos te gusta de la escuela/taller?
- Si pudieras cambiar algo, ¿qué sería?

- ¿Cómo son tus relaciones con tus compañeros de clase? ¿Y con tu profesor? ¿Qué te aportan esas relaciones?
- ¿Qué impresión tienes cuando hablas con un adulto? ¿Crees que te toma en serio?
- ¿Cuándo tienes dudas o inquietudes, sabes a quién puedes dirigirte?
- ¿Qué fuentes de información utilizas?
- ¿Tienes acceso a internet en tu escuela o en la casa?
- ¿Has oído hablar de los derechos del niño? ¿Dónde, cuándo, etc.?
- ¿Crees que eres capaz de decidir por tí mismo sobre algún tema de tu interés? Ej. actividades en el aula, en la casa, tus preferencias sobre algún tema...
- ¿Crees que eres capaz de formarte tu propia opinión sobre algún tema determinado?
- ¿A partir de qué edad es posible?

Preguntas finales:

- Comentario del N/J: hay algo que quisieras añadir, decir, saber?

Annexe 2

Médiation par les pairs dans le quartier à Cuba:

la médiation comme moyen pour promouvoir la participation

1. Contexte et problématique

Cuba est un pays communiste qui vit une dictature depuis 1959. Cette nation a ratifié la Convention des Droits de l'Enfants en 1991. Bien qu'en matière de santé et d'éducation, Cuba ait fait de grand progrès, l'application des articles de la Convention selon les trois «P»: Participation, Prestations et Protection est discutable. J'oserai même affirmer que parmi ses trois dimensions, qui se veulent complémentaires, la participation des enfants à Cuba reste toujours dans le stade de manipulation et/ou de décoration, voire de participation forcée par l'Etat⁷⁰. Le gouvernement cubain se contente d'annoncer au monde le haut taux d'alphabétisation des enfants cubains, mais semble oublier qu'*instruction* n'est pas synonyme d'*éducation*, ni *obligation* de *participation*. Selon la classification des écoles de pensée⁷¹, l'Etat cubain serait un état très paternaliste, qui empêche ses enfants et ses jeunes de participer correctement. C'est un Etat qui «se prétend porte-voix de l'enfance muselée, il travestit sa puissance en lutte contre la puissance, son contrôle en lutte contre le contrôle, son autorité en lutte contre l'autorité»⁷². Les enfants mineurs de dix-huit ans n'ont, malheureusement, pas l'habitude de créer, inventer, ou proposer. eux-mêmes des activités, mais de recevoir et d'exécuter des plans déjà pensés par les adultes pour eux. Il s'agirait, peut-on dire, d'une nouvelle forme de paternalisme qui:

«prétendant en représenter sans discussion possible les intérêts 'vrais', construit la forme postmoderne du paternalisme, non plus le paternalisme familial, mais le

⁷⁰ Selon l'échelle de la participation de Roger Hart dans ZERMATTEN, Jean, STOECKLIN, Daniel, *Le droit des enfants à participer. Norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social*, Sion: Institut international des Droits de l'Enfant, 2009, p.49.

⁷¹ HANSON, Karl, «Schools of thought in children's right», 2008 (in press).

⁷² THERY, Irène, «Nouveaux droits de l'enfant, la potion magique?», *Revue Esprit*, n°3-4 (mars-avril), 2002, p.25.

paternalisme d'État, non plus celui qui dit: tais-toi, mon enfant, je sais où est ton bien, mais: n'hésite plus, ouvre la bouche car je suis ta voix»⁷³.

Dans le contexte d'un Etat à qui appartient le pouvoir de décision, et qui limite de plus en plus les initiatives des jeunes, j'imagine faire une médiation par les pairs dans un quartier à Cuba. Mais, on pourrait se poser la question: pourquoi une médiation dans un pays qui ne connaît pas la médiation scolaire ou autre? Quelle est la relation entre médiation et participation?

Tout d'abord, il faut clarifier qu'à Cuba, après la sortie de l'école primaire des enfants à 16h20, il n'existe pas de véritable structure d'accueil pour les enfants. C'est un parent du quartier, ou un frère ou sœur aîné qui encadre les enfants dont les parents se trouvent encore à leur lieu de travail. Quand on parle d'*encadrement* à Cuba, cela n'implique pas que l'enfant est sous la surveillance d'un adulte pendant qu'il joue, mais que cet adulte est responsable du trajet école-quartier de l'enfant, et, éventuellement, d'énoncer les règles de comportement: ce qui est permis ou pas. Néanmoins, cette personne laissera l'enfant jouer avec ses pairs sans une surveillance *excessive*.

Inévitablement, des conflits éclateront durant le jeu, et l'enfant, qui est traité à l'école comme un être incapable de prendre des décisions, devra trouver des solutions. C'est dans ces circonstances qu'on pourrait parler de médiation par les pairs dans le quartier, pour répondre non seulement au besoin de trouver des solutions aux conflits (au cas où cela serait nécessaire), mais aussi pour promouvoir la participation des enfants dans la reconnaissance des conflits et la création des solutions.

2. Description du projet

En tenant compte du contexte socio-politique à Cuba, un projet de médiation qui se veut libre d'attachement politique, devrait être mis en place non pas par l'école, par l'Etat ou par n'importe quelle association étatique de jeunes, mais par un groupe sans connotation politique comme une ONG. Malheureusement, il n'existe que peu d'ONGs sur l'île, mais on pourrait trouver une parmi elles qui soit d'accord de mener le projet.

Une fois l'ONG choisie, on devrait commencer par un projet pilote. C'est-à-dire, on essaierait la médiation sociale par les pairs dans seulement un quartier à Cuba. Le quartier devrait être situé de préférence hors d'une métropole (comme La Havane, par exemple), mais aussi hors

⁷³ *ibidem*

d'un village très rural. Je choisirais des quartiers localisés à Habana del Este, Guanabo, Guanabacoa, Alamar, etc., dans le but de travailler dans des quartiers où le nombre d'enfants qui jouent dans les rues et les parcs du quartier n'est pas ni trop élevé, ni trop faible, et ce sont les mêmes enfants qui jouent systématiquement ensemble. Dans une ville comme La Havane, il y a de fortes chances que les enfants ne jouent pas dans la rue ou les parcs (car moins sûrs) avec la même fréquence que dans des villes moins urbaines.

La prochaine étape serait de sensibiliser les enfants à la pratique de la médiation. Cette partie pourrait être faite directement dans les écoles. L'ONG irait à l'école primaire du village et ferait, par exemple, une journée de sensibilisation autour du thème de la médiation. Ensuite, elle pourrait proposer une préparation à la médiation aux enfants qui se portent volontaires. Même si le but est que tous les enfants servent de médiateurs, cela ne veut pas dire qu'il faut qu'ils se sentent obligés de le faire. Les enfants qui souhaiteraient devenir médiateurs suivront alors une formation de quelques séances qui auront lieu si possible dans les locaux de l'ONG, le cas échéant, au sein de l'école. Cette étape est cruciale pour le bon déroulement du projet car les futurs médiateurs devront comprendre l'importance du rôle qu'ils devront jouer dans la promotion de la paix et du dialogue parmi leurs collègues. De même, les futurs médiateurs devront aussi simuler des situations de tous les jours où la médiation pourrait être utilisée, et imaginer de possibles solutions.

Quand la formation aura été terminée, les enfants pourront commencer à intervenir comme médiateurs dans leur quartier. Le but n'est pas que les enfants fassent la médiation sur demande, mais qu'ils interviennent dans des conflits qui deviennent violents ou qui ont un caractère contraire à la dignité humaine. Il n'est pas souhaitable que les enfants interviennent dans chaque cas de conflit, ou sur demande, précisément parce qu'on cherche à les motiver à participer dans la résolution de problèmes, en créant des solutions par eux-mêmes. Tant les enfants médiateurs comme les enfants médiés devront développer des compétences concernant l'élaboration de réponses qui ne leur sont pas données et déjà fabriquées par un adulte, mais qu'ils devront créer ensemble.

L'ONG en charge du projet devrait se réunir après quelques semaines avec les enfants du quartier où la médiation a été mise en place pour avoir un retour du projet. Il est pertinent d'écouter ce que les enfants ont vécu, leur expériences, suggestions, points forts et points faibles des médiations faites dans l'objectif d'améliorer le projet en question: «il est important d'observer et de stimuler la réflexivité des enfants si on veut favoriser leur inclusion dans des

approches participatives»⁷⁴. Evidemment, après un certain temps, peut-être une année, l'ONG pourrait répéter l'expérience dans un autre quartier, et repasser seulement une fois par année après la première année de la mise en place du projet.

3. Discussion du projet

Un effet positif qui devrait être remarqué rapidement est l'augmentation de la participation des enfants, tant médiés que médiateurs dans la prise et l'élaboration de décisions qui les concernent. Le bon exercice de la participation est à la fois l'origine et le résultat de la réflexivité de l'enfant en tant qu'être humain et acteur social. De surcroît, encourager la réflexivité n'est peut être pas seulement positif pour l'enfant, mais aussi pour sa société. Il se peut que la médiation entre les enfants serve de canal et d'exemple pour un comportement moins violent entre adultes. Avec l'objectif de responsabiliser les individus et de leur permettre de se positionner comme de réels acteurs sociaux, la médiation dans le quartier peut servir d'instrument de prévention d'actes d'incivilité et de délinquance⁷⁵. Certes, c'est un peu utopique, mais pas improbable, si on se fie du système de l'acteur de Daniel Stoecklin⁷⁶, qui stipule que la modification d'une des cinq dimensions du système (les activités, les relations, les valeurs, les image de soi et les motivations) entraîne une modification des autres. Par exemple, un enfant qui devient médiateur, dans l'idéal cherchera à aider ses amis à trouver une solution suffisamment satisfaisante pour les deux parties en conflit. Ainsi, sa relation avec ses amis ne sera plus la même, ce qui génère des valeurs comme la solidarité, la neutralité, le respect de l'autre, la non-violence, etc. Ces nouvelles valeurs génèrent à la fois de nouvelles images de soi, en tant que personne réflexive, ce qui servira de motivation pour continuer à médier ou pas.

Un des principaux soucis par rapport à ce projet est la permission de l'Etat pour mettre en oeuvre un tel système. Rien ne se passe à Cuba sans que l'Etat ne l'apprenne, donc il est indispensable que l'Etat donne sa permission à l'ONG en question pour qu'elle puisse mener la campagne de sensibilisation et la formation des enfants. Une faiblesse du projet serait que

⁷⁴ ZERMATTEN, Jean, STOECKLIN, Daniel, *op. cit.*, p.69.

⁷⁵ MRAD, Fathi Ben, «Les conceptions de la compétence en médiation», *Intervention sociale*, n°53, 1998, p.61.

⁷⁶ STOECKLIN, Daniel, *Voir sa vie autrement. Le kaléidoscope de l'expérience*, Genève: Editions Jouvence, 2009, 122p.

les enfants soient attirés par la médiation seulement au début du projet, mais qu'ils finissent par s'ennuyer ou la banaliser. Certes, ceci est un risque réel, mais il vaut la peine de le prendre. L'enfant médiateur qui prétend être le *zorro* du quartier est aussi un risque à courir mais qui ne devrait pas freiner le projet. La préoccupation qui me tient le plus à cœur serait de savoir comment réagir devant deux ou plusieurs enfants médiateurs qui ont un conflit. Que faire? J'ose espérer qu'il y aurait encore un autre médiateur dans le quartier qui est hors du conflit pour médier les deux parties, ou bien, que l'un des deux médiateurs soit à la fois médiateur et médié. Quoiqu'il en soit, il est très peu probable que tous les possibles points faibles du projet se manifestent dans un même quartier. Par conséquent, la médiation entre pairs dans le quartier à Cuba mérite la peine d'être essayée.

4. Conclusion

La pratique de la médiation entre pairs dans le quartier à Cuba, pas du tout connu là-bas, pourrait améliorer et encourager une participation moins manipulée par un Etat paternaliste et ainsi, plus véritable et en concordance avec la Convention des Droits de l'Enfant. Des enfants qui ont l'habitude de recevoir tout déjà préparé par autrui (dans ce cas l'Etat) seront obligés de chercher eux-mêmes la solution à leur conflits, ce qui pourrait être favorable non seulement pour les enfants, mais aussi pour les adultes qui les observent. Ce projet, qui devrait toucher des enfants de l'enseignement primaire, pourrait, peu à peu, et en tenant compte des expériences acquises, se mettre en oeuvre dans d'autres enseignements comme le secondaire, et éventuellement on pourrait créer des projets de médiation pour adultes. Pourquoi ne serait-ce pas le début de l'instauration de la médiation à Cuba comme pratique pour la solution de conflits?

5. Bibliographie

HANSON, Karl, «Schools of thought in children's right», 2008 (in press).

MRAD, Fathi Ben, «Les conceptions de la compétence en médiation», *Intervention sociale*, n°53, 1998, pp. 59-71.

STOECKLIN, Daniel, *Voir sa vie autrement. Le kaléidoscope de l'expérience*, Genève: Editions Jouvence, 2009, 122 p.

THERY, Irène, «Nouveaux droits de l'enfant, la potion magique?», *Revue Esprit*, n°3-4 (mars-avril), 2002, pp. 5-30.

ZERMATTEN, Jean, STOECKLIN, Daniel, *Le droit des enfants à participer. Norme juridique et réalité pratique: contribution à un nouveau contrat social*, Sion: Institut international des Droits de l'Enfant, 2009, 114 p.

Annexe 3

Presente

PLAN CONTRA ALTERACIONES DEL ORDEN Y DISTURBIOS CONTRARREVOLUCIONARIOS

Unidad: X

I.- Objetivo.

Organizar todas las medidas necesarias, dirigidas a rechazar las alteraciones del Orden y Disturbios Contrarrevolucionarios que pudieran originarse cercanas a la Unidad.

II.-Breve apreciación de las posibles alteraciones del orden y acciones contrarrevolucionarias.

Se considera que pueden ocurrir manifestaciones contrarrevolucionarias, no descartándose la posibilidad de la realización de acciones contra las mismas, con el objetivo de dañarlas, o actuar contra la seguridad integral de nuestros trabajadores y nuestros clientes con el fin de causar incertidumbre en los mismos y afectar nuestra economía.

III.- Misiones para el rechazo de las alteraciones del Orden y Disturbios Contrarrevolucionarios.

1. Observar ininterrumpidamente las zonas de posibles alteraciones del orden y disturbios contrarrevolucionarios.
2. Puntualizar y mantener organizadas las fuerzas de la Unidad con el armamento rústico disponible en los lugares cercanos, de acuerdo a la ubicación del personal.
3. Rechazar las alteraciones y disturbios que se originen.
4. Extinguir los incendios que se produzcan y prestar los primeros auxilios a los heridos como consecuencia de los enfrentamientos.
5. Mantener informado al Puesto de Mando de la organización superior a la cual pertenece y al MININT, sobre la situación creada en to momento.

- Sector Militar OG.
- Centro Dirección – MININT PNR
- Puesto de Mando de las Empresas y Entidades,
- Bomberos
- OLPP PM.....

IV.- Estructuras de las fuerzas.

Para el cumplimiento de las misiones, se organizan los trabajadores que se encuentran trabajando y si la situación lo necesita en la medida de las posibilidades se avisa al resto de los trabajadores que franquean.

V.- Armamento.

- Palos
- Cabillas
- Cables

Anexos.

1. Esquema para la protección y defensa de la Unidad
2. Plan de medidas para el rechazo de las alteraciones del orden, disturbios contrarrevolucionarios y Protección de la Unidad.
3. Plan de Aviso de las Unidades.
4. Actas de cooperación.

**ANEXO No 1
PLAN DE MEDIDAS PARA EL RECHAZO DE LAS ALTERACIONES DEL ORDEN, DISTURBIOS
CONTRARREVOLUCIONARIOS Y PROTECCIÓN DE LAS UNIDADES.**

No	MANIFESTACIÓN	ACCIONES A EJECUTAR	EJECUTANTE	RESPONSABLE	FECHA
1	Alteraciones del Orden por bronca.	Evitar que los participantes utilicen medios de la Unidad para la ejecución Recoger y guardar en lugares seguros el efectivo recaudado y el fondo para cambio. Rechazo de las alteraciones y disturbios en la unidad Extinción de los incendios y prestación de los primeros auxilios a los lesionados por estas causas Localizar de inmediato al Administrador Otras acciones y medidas que sean necesarias complementar. Informar de inmediato a los Organismos superiores.	Trabajadores del turno de trabajo	Administrador	Cuando ocurran

No	MANIFESTACIÓN	ACCIONES A EJECUTAR	EJECUTANTE	RESPONSABLE	FECHA
2	Acciones o expresiones en contra de la Revolución o Cuadros del Partido o del Gobierno de cualquier nivel.	Responder con argumentos, solidez convincente y enérgicamente a tales manifestaciones y dejar bien claro que no se permiten tales hechos en nuestros centros. Localizar de inmediato al Administrador. Otras acciones y medidas que sean necesarias cumplimentar. Informar de inmediato si es necesario a: PNR, PCC, OLPP.	Trabajadores del turno de trabajo	Administrador	Cuando ocurran
3	Ejecución de acciones que puedan calificarse como contrarrevolución.	Responder con acciones y medidas que sean necesarias cumplimentar, para impedir a toda costa que se materialicen. Informar de inmediato a: PNR, PCC, OLPP. Localizar de inmediato al Administrador	Trabajadores del turno de trabajo	Administrador	Cuando ocurran

Fdo: XXX
Administrador

**ACTA
DE CONSTITUCIÓN DEL DESTACAMENTO DE RESPUESTA RÁPIDA (BRR)
DE LA UNIDAD X**

Siendo las _____ horas del mes de _____ de _____ "Año 52 de la Revolución" se levanta la presente Acta con el objetivo de dejar constituido el Destacamento de Respuesta Rápida.

Las alteraciones del orden público y disturbios contrarrevolucionarios, nunca serán permitidas por nuestro pueblo trabajador, la calle es de los revolucionarios. Afirmación esta que nunca permitiremos que tenga retroceso.

Como parte de este pueblo, los directores, funcionarios y trabajadores de esta unidad nos incorporamos masivamente al Destacamento de Respuesta Rápida y actuaremos incondicionalmente en defensa de nuestra Revolución sin importarnos los sacrificios que tengamos que realizar

Patentizando lo antes dicho firmamos la presente que desde este momento constituye un compromiso para todos los firmantes, de rechazar con firmeza cualquier manifestación contrarrevolucionaria o alteraciones del orden, vengan de donde vengan y en la cuantía que sea.